

Rapport d'analyse

**GAZ DE SCHISTES AUX ETATS UNIS :
ENJEUX STRATEGIQUES ET POLITIQUES**

Jérôme Castex
MSIE 36 de l'EGE

MSIE36 - 2021

Présentation du mix énergétique des années 2000 dans le monde

La croissance annuelle moyenne de la population mondiale (1% par an) a, au cours des deux précédents siècles, toujours été largement dépassée par celle de la consommation de ressources énergétiques (1,7% par an). En 2000, les 6,1 milliards d'habitants de la planète ont consommé 9 242 millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep), un chiffre jamais atteint auparavant.

La compréhension de cette dynamique passe par un examen de l'évolution de la consommation d'énergie pour chaque source, et pour chaque région.

Ainsi aux débuts des années 2000, le pétrole, avec 38,3%, est l'énergie la plus consommée dans le monde, suivi par ordre décroissant, par le charbon (22,9%) et le gaz naturel (21,9%). Alors que l'utilisation de charbon décroît, celles du pétrole, du gaz, de l'électricité (hydroélectrique et nucléaire) et de la biomasse augmentent. Les marchés de l'électricité et du gaz naturel sont respectivement à la première et deuxième place en termes de croissance, suivi par la biomasse et le pétrole.

A cette même période, l'électricité produite par le solaire et l'éolien est à la marge.

Années	Charbon	Pétrole	Gaz naturel	Electricité	Biomasse	Total
1990	2146	3135	1618	364	938	8200
2000	2116	3542	2026	465	1096	9242
Evolution de la consommation en pourcentage	-1,40%	+13%	+25,20%	+27,70%	+16,80%	+12,70%

Tableau 1 : Consommation mondiale par source d'énergie (Mtep) (source :<https://www.encyclopedie-energie.org>)

Le gaz naturel devient, à partir des années 1950, l'une des grandes sources mondiales d'énergie grâce à de nouveaux gisements exploités sur tous les continents, et au progrès de son transport par gazoduc ou sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL). La création de puissantes entreprises gazières, souvent avec l'appui d'États, la compétitivité accrue et les qualités tant du combustible que de la matière première pour l'industrie chimique, contribuent également à ce développement. Suivra l'intérêt suscité par ses impacts environnementaux moindres que ceux des autres combustibles, en partie liés aux progrès technologiques de ses utilisations.

En effet, cette source d'énergie est l'objet d'une attention particulière en raison de ses moindres émissions en termes de CO₂, soit, pour une même quantité d'énergie produite, 20% de moins que celles du pétrole et surtout 40% de moins que celles du charbon. La pénétration du gaz naturel dans le mix énergétique, notamment à la place du charbon, a ainsi permis à nombre de pays, tels que les États-Unis, de réduire significativement leurs émissions. Au début des années 2000, le gaz de schiste, à quelques rares exceptions, n'est pas exploité dans le monde à cause de son prix jugé trop élevé par les industriels. De même, son transport, sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL), vers d'autres régions, est encore dispendieux.

L'Asie représente 60% de la population mondiale en 2000 et est le premier consommateur mondial d'énergie avec 34%. Avec une croissance de sa consommation d'énergie de 31, 5% en dix ans, elle est la région du monde en plus forte croissance dû notamment à la montée en puissance de l'industrie et de la consommation en Chine et en Inde. L'Amérique du nord avec 5% de la population mondiale consomme 26% de l'énergie mondiale et se retrouve, de fait, à la deuxième place derrière l'Asie. L'Europe de l'ouest avec 14,7% de la consommation mondiale, est à la troisième place suivie par l'Europe de l'Est qui intègre, dans le tableau ci-

dessous, l'ensemble des pays de l'ex-URSS. Pour ces pays, la baisse de 26,80% de la consommation, en dix ans, est liée à la chute du système communiste et de son appareil industriel extrêmement énergivore.

Points de repère sur le gaz de schiste

Jusqu'au début des années 2000, le gaz naturel exploité, essentiellement le méthane, était issu de trois sources : les réservoirs d'hydrocarbures dits conventionnels, la transformation pétrochimique d'hydrocarbures lourds et le biogaz. Avec la raréfaction des ressources fossiles, l'exploitation de réservoirs de gaz non-conventionnels s'est développée. Dans ces réservoirs, le gaz est piégé dans une porosité microscopique peu accessible, la roche-mère étant très faiblement perméable. Cet hydrocarbure est appelé gaz de schiste ou shale gas.

La fracturation hydraulique, inventée par le groupe parapétrolier Halliburton de Dick Cheney, principale technique pour exploiter cette ressource, consiste à forer dans les strates peu perméables. La fracturation *in situ*, induite par des surpressions de fluide de forage injecté, crée un réseau drainant de fissures et favorise ainsi l'accès du gaz naturel au puits principal où il est collecté puis transporté et exploité.

Les techniques les plus récentes utilisent des forages horizontaux de quelques kilomètres de longueur, avec un puits principal vertical d'où rayonnent plusieurs forages horizontaux. Un seul puits en surface exploite ainsi plusieurs kilomètres carrés souterrains. Ce sont les deux ruptures technologiques que sont l'utilisation, sous pression, d'importants volumes de fluides et les forages horizontaux, qui ont permis l'exploitation des gaz de schiste.

Il faut noter que l'exploitation aux États-Unis a été réalisée par des compagnies privées qui protègent leurs technologies par des brevets notamment pour les adjuvants chimiques mélangés à l'eau qui facilitent l'extraction du gaz.

Au début des années 2000, le faible niveau des connaissances sur les impacts à moyen et long terme de cette exploitation, ainsi que les risques environnementaux et industriels associés, sont relativement méconnus des scientifiques et du grand public.

Années	Afrique	Amérique Nord	Amérique latine	Asie	Europe Est	Europe Ouest	Océanie	Monde
1990	395	2002	474	2392	1576	1255	106	8200
2000	480	2392	593	3145	1153	1361	119	9242
Evolution de la consommation en pourcentage	+21,50%	+19,50%	+25,10%	+31,50%	-26,80%	+8,50%	+12,30%	+12,70%

Tableau 2 : Consommation mondiale d'énergie par région (Mtep) (source :<https://www.encyclopedie-energie.org>)

Les projections de croissance de la population mondiale, son développement économique et les conséquences subséquentes en matière de consommation énergétique dressent pour la première fois la nécessité de trouver des solutions à la pollution connexe. L'avènement d'une sensibilisation internationale aux problèmes environnementaux liés à l'augmentation des gaz à effet de serre (GES), pose les bases du protocole de Kyoto en 1997.

Présidence de George W. Bush de janvier 2001 à janvier 2009

Du protocole de Kyoto au National Energy Policy Development Group américain (NEPDG) sous la présidence de George W. Bush

Le protocole de Kyoto est un accord international visant à la GES et qui vient s'ajouter à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques dont les pays participants se rencontrent une fois par an depuis 1995. Ce protocole incite à réduire, entre 2008 et 2012, d'au moins 5 % par rapport au niveau de 1990 les émissions de six gaz à effet de serre que sont le dioxyde de carbone, le méthane, le protoxyde d'azote, et trois substituts des chlorofluorocarbones.

Le protocole est signé par la communauté internationale en 1997. Au même moment, sous la présidence démocrate de Bill Clinton, le Sénat américain, majoritairement républicain, refuse cependant de le ratifier à 95 voix contre 0. De même, pas un seul sénateur démocrate n'a voté en faveur du protocole. Le président Clinton tente alors en 2000 de négocier des avenants avec les Européens mais sans succès.

Par la suite, si l'administration républicaine de George W. Bush, ancien responsable d'entreprise pétrolière texane, et le gouvernement Fédéral refusent de ratifier le protocole de Kyoto, des décisions pour réduire les émissions d'équivalents de CO2 sont prises aux niveaux régional et local. Plus de 28 États américains développent ainsi des plans climat et se fixent des objectifs de réduction de leurs émissions.

Le rejet de la signature du protocole n'a rien de surprenant car les républicains ont toujours été favorables à l'industrie pétrolière¹. En effet, au début de la mandature Bush, Le secrétaire à l'Énergie Spencer Abraham déclare lors du sommet national de l'énergie, en mars 2001, que l'Amérique devrait être amené à faire face à une crise d'approvisionnement énergétique au cours des vingt prochaines années. Il estime qu'il faut réduire la dépendance américaine vis-à-vis du pétrole étranger, ce qui, selon le bilan de la politique énergétique nationale, a un effet négatif sur l'économie, le niveau de vie ainsi que la sécurité nationale américaine. Et d'ajouter que si l'Amérique n'était pas suffisamment préparée, les fondements de la prospérité du pays seraient menacés. Ce constat est le fruit du travail du NEPDG, communément appelé « [Energy Task Force](#) » ou groupe de travail sur l'énergie qui est créé courant janvier 2001.

En effet, Bush profite de la lune de miel du début de son mandat, pour faire avancer agressivement certaines des politiques les plus controversées du programme de campagne républicain basé sur la priorité donnée à l'augmentation de la production énergétique américaine. Avec le contrôle républicain des deux chambres du Congrès, un tel pari est plausible et réalisable.

Ainsi le NEPDG, initialement secret, est présidé du Vice-Président Dick Cheney, ancien PDG d'Halliburton, principal groupe parapétrolier américain, qu'il quitte en 2000 pour soutenir la candidature de George W. Bush à l'élection présidentielle. Après avoir été porté à la connaissance du grand public, le NEPDG est composé, officiellement, des secrétaires d'État au Trésor, à l'Intérieur, à l'Agriculture, au Commerce, aux Transports et à l'Énergie, ainsi que d'autres hauts fonctionnaires du cabinet et de l'administration. Officieusement, le groupe de travail a auditionné, en privé, des lobbyistes de l'industrie du pétrole, du charbon, du nucléaire, du gaz naturel et de l'électricité.

Une exception ne confirme pas la règle. Ainsi, le 4 avril 2001, des représentants de 13 groupes environnementaux, dont Erich Pica des Amis de la Terre et Anna Aurilio du U.S. Public Interest Group, groupe d'intérêt public américain, sont conviés à une réunion du groupe de travail sans la présence du Vice-Président Cheney. Les groupes environnementaux émettent l'hypothèse que cette réunion est une tentative faite pour les apaiser, car ils rapportent qu'un projet de

¹ L'industrie pétrolière et gazière a financé la campagne présidentielle républicaine à hauteur de 26,5 millions de dollars et la campagne démocrates à hauteur de 7,5 millions de dollars.

compte rendu a déjà été produit avant la tenue de cette réunion et que la moitié du temps a été consacrée à la présentation des différents membres.

Dès lors, aucune autre réunion entre le groupe de travail et les groupes environnementaux n'est alors signalée, bien qu'il y ait au moins 40 réunions entre le groupe de travail et des représentants de l'industrie de l'énergie et de ses groupes d'intérêt. Durant ces échanges, le public n'est jamais convié ou informé, ce qui déroge aux textes de loi en vigueur² et laisse songeur quant à la réalité du but recherché. Le manque de transparence a incité des journaux américains à enquêter pour faire la lumière sur le sujet.

Entre 2005 et 2007, le Washington Post a rapporté les noms des personnes impliquées dans le groupe de travail. Parmi les participants aux réunions figuraient James J. Rouse, alors Vice-Président d'ExxonMobil et l'un des principaux donateurs à l'investiture de George W. Bush; Kenneth L. Lay, alors directeur d'Enron Corp, entreprise de courtage en énergie qui fit faillite en décembre 2001 lors d'un retentissant scandale; Jack N. Gerard, alors à la National Mining Association; Red Cavaney, président de l'American Petroleum Institute (API), principal lobby pétrolier américain; et Eli Bebout, sénateur, et vieil ami de Dick Cheney, qui possède une société pétrolière. Des représentants de Conoco, Royal Dutch Shell Oil Corp., et de British Petroleum ont également participé au NEPDG. L'industrie pétrolière et gazière constitue la majorité des intervenants.

Comme présenté plus haut, dans une première phase du projet, ce groupe de travail a informé le Président Bush des problèmes d'approvisionnement énergétique, des changements et dérégulations nécessaires à apporter à la politique économique du pays³. Dans une seconde phase, en mai 2001, il a présenté la [National Energy Policy](#) (NEP) ou nouvelle politique énergétique américaine. On constate l'exceptionnelle efficacité de ce groupe de travail qui, en quatre mois, a été capable de bâtir la stratégie énergétique à long terme de la première puissance mondiale.

De la création de la NEP aux attentats du 11 septembre 2001

"America must have an energy policy that plans for the future, but meets the needs of today. I believe we can develop our natural resources and protect our environment."

— President George W. Bush

Extrait de l'introduction de la NEP, mai 2001

La NEP est présentée comme étant conçu pour aider le secteur privé, le gouvernement, les Etats fédéraux, les communautés locales, et les citoyens à promouvoir une production et une distribution d'énergie fiables, abordables et respectueuses de l'environnement pour l'avenir. L'argument phare est que les combustibles fossiles sont irremplaçables et que les centrales électriques au gaz naturel sont un « pont » essentiel vers un avenir à faible émission de carbone.

En effet, au cours des 20 prochaines années, la consommation de gaz naturel augmentera de plus de 50% aux États-Unis. Dans le même temps, la production américaine de gaz naturel

² Freedom of Information Act (FOIA) requests.

³ [D'après Judicial Watch](#), groupe activiste républicain, les compagnies pétrolières ont également participé avec le [groupe de travail de Dick Cheney](#) à une discussion sur les champs pétrolifères et gaziers irakiens, émiratis et saoudiens. Les raffineries et autres infrastructures énergétiques de ces pays sont détaillées, ainsi que les projets pétroliers et gaziers et leurs entreprises prestataires étrangères. Les documents sont datés de deux ans avant l'invasion de l'Irak en 2003 et de six mois avant les attentats du 11 septembre 2001.

n'augmentera que de 14 %, si elle croît au rythme des 10 précédentes années. A la lecture du document, dès le départ, un accent clair est mis sur l'amélioration et la sécurisation de l'approvisionnement énergétique ainsi que sur sa distribution, par opposition à la modération de la consommation d'énergie proposée par les démocrates. La justification primordiale est qu'une « crise énergétique » en 2000 aurait été tardivement reconnue par les républicains et aurait été « ignorée » par l'administration démocrate de Bill Clinton⁴. Les républicains estiment que l'Amérique en 2001 fait face à la plus grave pénurie d'énergie depuis les embargos pétroliers des années 1970 et que le cœur de la crise est le coût, et non la capacité. Le rapport identifie trois composantes principales à cette crise :

- Des hausses significatives des prix de l'essence à la consommation.
- Des baisses de tension et des pannes d'électricité.
- Et des coûts énergétiques globalement plus élevés pour les entreprises, ce qui peut entraîner des licenciements pour les travailleurs.

Et de conclure en affirmant qu'un "déséquilibre fondamental entre l'offre et la demande définit la crise énergétique du pays". Peu de temps après la présentation de la NEP pour remédier à la supposée crise énergétique américaine, la Chambre des représentants approuve les mesures et décide de légaliser la nouvelle politique énergétique définie par Dick Cheney. Ailleurs, en Europe, un tel évènement aurait certainement été remarqué par un conflit d'intérêts manifeste vis-à-vis du Vice-Président Cheney, encore PDG d'Halliburton, un an plus tôt. En effet, lors de la révision de cette nouvelle politique, il est évident que de nombreux règlements, et autres recommandations de dérégulations financières et environnementales sont favorables aux compagnies pétrolières et gazières. Ainsi malgré le fait que l'énergie renouvelable soit présentée comme l'un des principaux buts recherchés, seules 7 des 105 recommandations du rapport font référence à cette dernière, ce qui laisse présumer d'une certaine duplicité de la part du NEPDG.

De plus, la NEP assigne peu de responsabilité pour des erreurs ou actions nuisibles à l'environnement à ceux qui détiennent l'autorité, en particulier pour les représentants du gouvernement. La supposée crise énergétique permet de coiffer les esprits en créant de toute pièce un sentiment d'urgence afin de clore les contestations des démocrates et de la société civile. Un principe de précaution lié à l'utilisation de nouvelles technologies extractives n'a pas lieu d'être.

Le pétrole de schiste et le gaz de schiste ne sont pas cités une seule fois dans le rapport de 170 pages ce qui permet au groupe de travail de ne pas avoir à les définir dans le glossaire et d'éviter toute question problématique sur le sujet. Or, ils représentent la majorité de la future énergie à exploiter par la NEP. De même, le mot fracking n'est pas présent. Seul le terme « fracturation hydraulique » est cité trois fois et présenté succinctement sans qu'une définition en soit donnée dans le glossaire. Une meilleure protection de l'environnement est associée à cette technique d'extraction ce qui laisse présumer du manque d'objectivité qui pourrait s'apparenter, au mieux à de la communication d'un lobby pro-gaz, au pire à de la propagande liée au greenwashing.

En ce début de XXI^e siècle, les États-Unis, avec 518 milliards de m³/an, sont le deuxième producteur mondial de gaz naturel, derrière la Russie qui en produit 537 milliards/an. Cette production sert essentiellement le marché domestique et représente un quart de l'énergie

⁴ Pour rappel, l'administration Clinton a connu la crise liée à l'éclatement de la bulle internet à Wall Street à compter de mars 2000. Cette crise n'est pas une crise énergétique. Cependant, l'État de Californie a connu une pénurie d'électricité en 2000- 2001 causée par des manipulations de marché et des prix de détail plafonnés.

primaire consommée du pays. De faibles volumes de gaz sont exportés vers le Mexique ou le Canada.

A aucun moment la nouvelle politique énergétique américaine ne fait état d'une volonté d'exporter massivement des produits pétroliers et gaziers, ce qui changera à l'avenir.

Quatre mois après la présentation de la NEP, le 11 septembre 2001, dix-neuf terroristes islamistes, dont 15 saoudiens, détournent quatre avions de ligne et attaquent les deux tours du World Trade Center à New York, le Pentagone ainsi que la Maison Blanche.

Cette dernière cible ne sera pas atteinte grâce à la détermination des passagers qui entrainera la chute de l'avion en Pennsylvanie. Les 2 977 victimes laisseront un goût amer aux américains et à l'administration Bush vis-à-vis de l'Arabie Saoudite⁵, allié historique au Moyen-Orient.

La NEP est une aubaine remarquable pour les groupes énergétiques travaillant aux États-Unis. La mise en place accélérée de cette dernière se trouve légitimée par le choc occasionné par les attentats sur la population américaine. Les passions patriotiques prennent le pas sur les études de faisabilité et sur les études de risque liées à l'exploitation des ressources de pétrole et de gaz de schiste du pays.

A cette fin, l'United States Energy Association (USEA) regroupant les intérêts énergétiques des secteurs public et privé américain, émet dans l'urgence, en juin 2002, des recommandations pour assurer la sécurité énergétique des États-Unis dans un contexte post-attentats.

Des recommandations de l'USEA en juin 2002 à l'Energy Policy Act (EPA) en 2005

L'USEA introduit le rapport « [National Energy Security Post 9/11](#) » par un rappel de l'héroïsme des américains vis-à-vis des récents attentats. Ce constat pose les bases de questionnement autour de la souveraineté énergétique du pays. En se fournissant en pétrole et en gaz au Moyen-Orient, comment ne pas financer le terrorisme ou dépendre de pays qui le soutiennent ? Comment y remédier et prendre des décisions légales permettant de financer et faciliter l'accès aux ressources énergétiques américaines à ce jour inexploitées tout en respectant l'environnement ?

Le rapport insiste sur l'ouverture à l'accès aux industriels des énormes réservoirs inexploités de gaz du foncier appartenant au gouvernement Fédéral et aux Etats, estimés à 5,6 trillions de m³, soit 10 années de consommation américaine en 2000.

En prétextant la volonté de mieux valoriser le méthane issue des mines de charbon, il préconise de déréguler le [Clean Water Act](#) et [Clean Air Act](#) tout en légitimant la nécessité de ne pas respecter le protocole de Kyoto. Ceci ouvre la possibilité aux industriels d'utiliser leurs technologies sans respecter les contraintes environnementales liées à l'eau et à l'air. A aucun moment le terme fracking, fracturation hydraulique et gaz de schiste ne sont utilisés dans les 69 pages du rapport. Aucun lien n'est fait entre les émissions de méthane dans l'air et l'exploitation du gaz naturel.

Le rapport présente des propositions de réformes sur les taxes et impôts à destination des investisseurs financiers et des compagnies pétrolières. Il établit un lien entre la souveraineté énergétique et la sécurité du pays. A bien des égards, les conclusions abondent dans la même veine que celles de la NEP, que nous avons déjà exposées. Le gaz est présenté comme une solution d'avenir et une énergie fossile propre.

Pour abonder dans ce sens, en 2004, [l'United States Environmental Protection Agency](#) (USEPA), agence gouvernementale de protection de l'environnement, publie une étude

⁵ Pour mémoire, le Royaume saoudien et les États-Unis ont signé en février 1945, le pacte du Quincy, garantissant à cette monarchie une protection militaire en échange d'un accès américain à son pétrole et son gaz. Cet accord devait durer 60 ans et s'arrêter en 2005.

concluant que la menace pour l'eau potable due à la fracturation hydraulique est minime. Encore une fois, le choc et la sidération des populations créés par les attentats est une aubaine remarquable pour les groupes énergétiques américains. de l'interventionnisme militaire en Afghanistan en octobre 2001 puis en Irak en mars 2003 sont prégnants.

Les recommandations de l'USEPA et l'USEA, surfant sur le patriotisme et les risques encourus par le pays, aident à la mise en place de l'Energy Policy Act (EPA) en 2005. Très peu d'Américains cherchent à contrer ces recommandations tant la peur du terrorisme et l'urgence de la situation conditionnèrent les esprits.

Points de repère sur la réglementation du gaz de schiste

Le nombre de réglementations proposées par les États fédéraux concernant la fracturation hydraulique a considérablement augmenté depuis 2005 mais la majorité des réglementations des États n'aborde qu'un seul aspect du forage de gaz naturel, comme le traitement des eaux usées, par exemple. Cependant, à de rares occasions, certains États établissent des réglementations plus complètes tenant compte des multiples aspects du forage et de l'exploitation.

Le processus de réglementation et de mise en œuvre de la fracturation hydraulique est un processus complexe impliquant de nombreuses parties prenantes. L'USEPA a le pouvoir de délivrer des permis de forage, d'injection souterraine, et d'établir des réglementations pour le traitement des déchets au niveau du gouvernement Fédéral. La portée de son autorité est débattue et l'industrie pétrolière et gazière envisage régulièrement des poursuites si les directives de l'USEPA sont trop larges. Les États fédéraux sont tenus de se conformer à la loi fédérale et aux règlements établis par l'USEPA. Les États, cependant, ont le pouvoir de réglementer les activités de certaines entreprises et industries qui relèvent de leurs champs de compétences.

Ils peuvent créer des normes de sécurité, des règlements, et des exigences d'avis public et de divulgations. Les ordonnances sur l'utilisation des terres, les normes de production et les règles de sécurité peuvent également être fixées par les Comtés, sorte de gouvernements locaux, mais l'étendue de leur autorité (y compris leur pouvoir de réglementer le forage de gaz) est déterminée par la loi des États fédéraux.

La loi 13 de Pennsylvanie, État pro-gaz de schiste, est un exemple de la façon dont la loi d'un État peut interdire aux Comtés toute réglementation contraire aux intérêts des industriels gaziers. Dans des États, pro-gaz de schiste, comme l'Ohio et le Nouveau-Mexique, le pouvoir de réglementation est limité par des dispositions relatives au secret commercial. Ainsi, des exemptions protègent les entreprises en leur permettant de ne pas avoir à divulguer l'exact contenu chimique de leurs fluides de fracturation hydraulique.

La réglementation des États fédéraux peut établir des normes et des réglementations inférieures en termes de questions environnementales aux réglementations du gouvernement Fédéral approuvées par les deux chambres du Congrès. Les réglementations des États fédéraux peuvent donc être considérées comme plus faibles, en termes de droit, que les réglementations fédérales.

Les politiques au niveau des États fédéraux sont plus soumises à des pressions et à des changements discrets de majorité politique. Les agences gouvernementales (fédérales) travaillent théoriquement de manière plus indépendante du Congrès et offrent ainsi une plus grande continuité et stabilité en termes d'élaboration des politiques.

Ce sont à ces trois niveaux, Fédéral, États fédéraux et local (Comtés) que les guerres informationnelles et les actions d'influence se déroulent entre les lobbies pro et anti-gaz de schiste.

En conclusion, sous la Présidence Bush, le droit environnemental américain a régressé avec l'instauration d'une discrimination positive avantageant les intérêts pétroliers et gaziers.

De la mise en place de l'EPA en 2005 à janvier 2009, fin de l'ère Bush

Le protocole de Kyoto, signé en 1997, entre en vigueur le 16 février 2005, au quatre-vingt dixième jour après la date à laquelle au moins 55 parties à la Convention comptant pour au

moins 55 % des émissions de CO₂, ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'accession.

La même année, les États-Unis importent plus de 30% de leurs besoins énergétiques totaux, niveau le plus élevé jamais enregistré. La faiblesse énergétique est présentée comme une quasi-impuissance. Dans la presse nationale, la situation de la sécurité énergétique américaine est perçue par les élites comme désastreuse à cause de la dépendance croissante du pays vis-à-vis des importations. Le récit d'une Amérique en déclin est omniprésent.

Les républicains tiennent la majorité au Parlement et au Sénat et votent l'Energy Policy Act (EPA) qui est promulgué par le président George W. Bush en août 2005. Cette loi établit des normes pour les carburants renouvelables, imposant une multiplication par deux de l'utilisation des biocarburants dans le pays, et fournit des incitations fiscales liées à l'énergie pour un total de 14,5 milliards de dollars. Elle met aussi en place des dispositions pour augmenter la production de pétrole et de gaz naturel sur les terres du gouvernement Fédéral et faciliter la mise en œuvre des activités de forage, des lignes électriques et des gazoducs. A cette fin, elle met en place l'échappatoire Halliburton communément appelé « Halliburton Loophole » qui exempt les activités de fracking du respect des lois sur la protection des ressources en eau et en eau potable. Le fracking est dispensé du permis fédéral tant que les opérateurs n'utilisent pas de diesel pour les activités de forage.

En 2005, malgré la ratification du protocole de Kyoto par une partie de la communauté internationale, les États-Unis, qui ne l'ont pas signé, vont prendre des mesures pour déréguler les Clean Water Act, Safe Drinking Water Act, Resource Conservation and Recovery Act, National Environmental Policy Act et Clean Air Act. Ainsi, les opérations de forage et d'exploitation de pétrole et de gaz de schiste ne sont plus régies par ces lois, qui garantissent, entre autres, aux citoyens d'avoir accès à une eau de robinet propre ainsi qu'à un air sain. De même, les compagnies de forage sont exemptées de révéler les produits chimiques mixés à l'eau et utilisés pour la fracturation hydraulique.

De rares opposants à la loi font valoir qu'elle ne promeut pas suffisamment les énergies renouvelables et n'offre pas de réelle alternative aux consommateurs. En revanche, elle favorise plutôt des incitations financières aux industriels du pétrole et du gaz naturel. Martha Marks, présidente du National Republicans for Environmental Protection, lobby environnemental républicain, abonde dans ce sens et déclare : « Cela fait vraiment peu de cas des économies d'énergie et continue de subventionner les industries pétrolières et gazières bien établies qui n'ont vraiment pas besoin de subventions, surtout lorsque le pétrole est à 60 dollars le baril. » La représentante démocrate de Californie, Nancy Pelosi déclare à son tour : « Cette politique énergétique est un autre exemple que les républicains s'occupent des intérêts particuliers des entreprises privées au détriment de l'intérêt public. »

En 2007, L'ONG 350.org se crée aux États-Unis par un groupe d'étudiants américains avec l'appui du journaliste, auteur et militant écologiste Bill McKibben, auteur de l'un des premiers ouvrages sur le réchauffement climatique destiné au grand public, dans le but d'établir un mouvement d'action mondiale pour le climat.

En 2009, une loi américaine permet aux compagnies pétrolières d'intégrer à l'actif de leur bilan les estimations des réservoirs en pétrole et en gaz sans que celles-ci soient approuvées par un organisme indépendant. Cela peut occasionner de faux bilans comptables et une survalorisation du potentiel de l'entreprise, en bourse notamment.

Points de repère sur la configuration du marché du gaz de schiste

La situation géologique américaine est unique. D'une part, les roches-mères contenant le gaz sont situées sur de grandes étendues et à une moindre profondeur qu'en Europe. D'autre part la législation, la densité de population et le tissu économique existant favorisent le développement de cette ressource fossile. En effet, aux Etats-Unis, les propriétaires de terrain dans certains États détiennent aussi la propriété du sous-sol et des ressources qu'il contient et sont donc directement intéressés par leur exploitation et les revenus qu'elle procure.

Dans d'autres États, si les propriétaires ne détiennent pas la propriété complète du sous-sol, ils sont rémunérés pour l'utilisation de leurs terres par les entreprises de forage. La densité de population étant plus faible : 30 hab/km², ou même 2 hab/km² dans certaines zones d'exploitation, à comparer aux densités de 100 à 200 hab/km² en Europe, les nuisances associées à la phase de fracturation hydraulique sont ressenties par moins de personnes.

Dans les régions d'exploitation, le tissu d'entreprises spécialisées dans le secteur pétrolier, l'étendue du réseau gazier et la forte concurrence sur le marché du gaz entraînent une forte compétitivité et des investissements importants dans ce secteur. Dans plusieurs États américains, les populations sont habituées aux exploitations des hydrocarbures et acceptent la production des gaz de schistes. Enfin, les conséquences environnementales de l'exploitation de ces gaz aux États-Unis ne sont pas encore prises en compte. Un premier rapport sur le sujet sera publié par l'United State Environmental Protection Agency en 2014.

"We will insist on protecting and enhancing the environment, showing consideration for the air and natural lands and watersheds of our country."

— Vice President
Richard B. Cheney

La contradiction entre les propos bienveillants du Vice-Président Cheney et la réalité des dérèglementations environnementales est flagrante. L'art du double langage et du double jeu est omniprésent lors de la mandature Bush. Ces tactiques informationnelles permettent aux républicains de coiffer les esprits des décideurs au niveau Fédéral, au niveau des États fédéraux et au niveau local (Comtés). L'encercllement cognitif des républicains, relayé par les médias conforte la stratégie du fort.

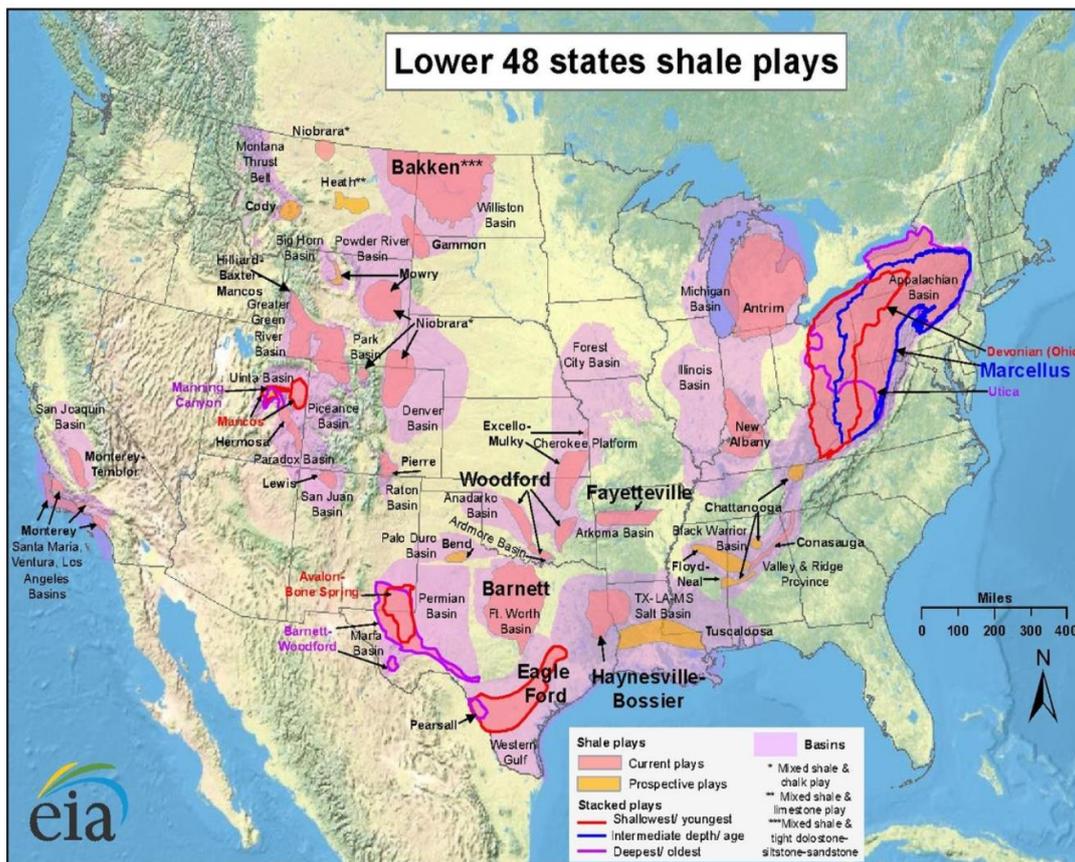
Sous l'ère du Président George W. Bush, l'industrie pétrolière infiltre la sphère politique du pays pour en prendre commande et bâtir des lois fédérales qui lui sont favorables. Elle utilise habilement les échiquiers géopolitiques et environnementaux, en insistant notamment sur le développement durable et les nouvelles technologies, pour créer un consensus et influencer les sphères politique et sociétale. Elle assoit ainsi stratégiquement son emprise économique sur l'exploitation de nouvelles ressources pétrolières et gazières du pays tout en prétendant protéger et développer la culture américaine de l'« American way of life ». Toute pensée contraire est présentée comme un acte antipatriotique.

Grace à cette stratégie des industriels gaziers, la dynamique de la production des gaz de schistes aux États-Unis devient quasiment exponentielle.

Entre 2005 et 2009, l'industrie du gaz de schiste aux États-Unis augmente en moyenne de 45 % par an. Selon le Congrès, durant la même période, ce sont 32 millions de litres de diesel qui

sont illégalement injectés dans le sous-sol comme fluide de fracturation dans 19 Etats, bien que cette technique soit unanimement considérée comme à haut-risque pour les nappes phréatiques et pour l'eau potable.

En proportion de la production globale de gaz du pays, le gaz de schiste passe de 4 % en 2005 à 15 % en 2009. Le gaz de schiste est utilisé pour le marché domestique. Dans la seule année 2009, la production américaine de gaz de schiste a augmenté de 54 % pour atteindre 88 milliards de m³, tandis que les réserves prouvées de gaz de schiste à la fin de 2009 augmentent de 76 % pour atteindre 1,72 trillion de m³.



Source: Energy Information Administration based on data from various published studies. Updated: May 9, 2011

Cependant, la population américaine commence à se documenter sur ce qu'est le gaz de schiste, principalement dans les États où ce dernier est exploité.

Comme nous le voyons dans les google trends ci-dessus, le mot « shale gas » commence à intéresser les utilisateurs de google en fin 2008 durant la campagne électorale présidentielle américaine. D'autre part, la crise des *subprimes* enclenchée en juillet 2007, et la chute de Lehman Brothers de septembre 2008, ont peut-être laissé à plusieurs propriétaires terriens et investisseurs un gout amer que les promesses d'exploitation des gaz de schiste pourraient permettre d'éclipser. L'intérêt pour le sujet va crescendo jusqu'à septembre 2011, dans les États riches en réserves de gaz de schiste tels que la Virginie Occidentale, la Pennsylvanie, le Texas et l'Oklahoma. Le District de Columbia dans lequel se trouve la ville de Washington, capitale du pays, bien que ne recelant pas de réserves de gaz, arrive en seconde place du classement des recherches google sur le gaz de schiste, preuve que les cercles de pouvoir et les politiques américains cherchent leurs marques sur un sujet qui pourrait permettre au pays de sortir d'une crise systémique.

Présidence de Barack Obama de janvier 2009 à janvier 2017

Du New Energy for America plan de 2009 à sa déclinaison en trois volets

En 2008, durant la campagne présidentielle, Barack Obama et Joe Biden présentent le New Energy for America plan. Ce projet a pour finalité de diriger les investissements vers les énergies renouvelables, réduire la dépendance au pétrole étranger, lutter contre le réchauffement climatique et créer des emplois pour les Américains.

Barack Obama, candidat démocrate, prend la présidence des États-Unis en janvier 2009. Dans les mois qui suivent, à la suite du 4e rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), la [COP15](#) de Copenhague, fixe comme objectif la limitation de l'augmentation des températures globales moyennes à +2 °C, correspondant à une division par deux des émissions au niveau mondial d'ici 2050. Aucun accord n'est trouvé, mais émerge la nécessité de contenir l'augmentation de la température en dessous de 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels ainsi qu'une implication financière accrue des pays développés. Durant ce sommet, la nouvelle administration démocrate ne donne aucun engagement en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

Cependant, afin d'abonder dans ce sens, l'administration Obama met en place le [2009 American Recovery and Reinvestment Act](#), plan de relance économique du pays nécessité par la grave crise financière de 2007-2008. Le plan est accepté par la Chambre des représentants et par le Sénat, Chambre haute, après une série de débats, chacune des Chambres ayant proposé son propre plan. Elles se sont entendues pour un programme estimé à environ 789 milliards de dollars. Le plan est mis en vigueur pour principalement tenter de créer et sauver trois à quatre millions d'emplois. Il prévoit un investissement de 90 milliards de dollars pour promouvoir les énergies propres. Le Recovery Act se concentre ainsi sur quatre grandes catégories d'investissements liés à l'énergie : l'efficacité énergétique, le réseau électrique, les transports et les énergies propres. Les principaux objectifs comprennent environ 25 milliards de dollars pour promouvoir la production d'électricité propre par le biais de subventions à l'investissement, de crédits d'impôts à la production et de garanties de prêt. En revanche, aucune décision n'est prise contre le gaz de schiste grâce à l'influence des lobbies pro-gaz.

En effet, à compter de juin 2009 [l'Energy in Depth](#), lobby pro-gaz regroupant l'American Petroleum Institute (API), l'Independent Petroleum Association of America (IPAA) et d'autres organisations, commence une campagne de lobbying et de relations publiques, estimée à plusieurs millions de dollars, [auprès du Congrès](#). Sa finalité consiste à promouvoir la dérégulation de la législation sur la santé publique afin notamment d'empêcher la divulgation des additifs chimiques des eaux de fracturation hydraulique. Cette campagne se fait également avec le support d'un site web dédié, d'un file twitter d'informations, d'un groupe facebook, d'une chaîne youtube et d'une promotion publicitaire agressive.

L'administration Obama présente également la même année au Congrès la [Fracture Responsibility and Awareness of Chemicals Act](#), surnommée la loi FRAC. Cette proposition législative vise à définir la fracturation hydraulique comme une activité réglementée par le gouvernement Fédéral et la Safe Drinking Water Act. La loi proposée oblige l'industrie de l'énergie à divulguer les additifs chimiques utilisés dans le fluide de fracturation hydraulique. Elle doit permettre aux médecins traitants en cas d'empoisonnement lié à la consommation

d'eau polluée, d'avoir accès à la liste de ces additifs afin de réaliser des diagnostics efficaces permettant de sauver des vies.

Cependant, le lobby gazier s'oppose à cette législation au prétexte que le projet de loi crée « une couche supplémentaire de réglementation inutile et lourde ». L'IPAA, lobby pétrolier et gazier américain, estime que les États fédéraux réglementent déjà suffisamment la fracturation hydraulique. Leurs recherches suggèrent que la réglementation du gouvernement Fédéral pourrait obérer le coût d'exploitation d'environ 100 000 dollars pour chaque nouveau puits. Energy in Depth, regroupement de lobbies pro-gaz, affirme que le nouveau règlement est un "fardeau financier inutile pour les petites entreprises du secteur ". Ce groupe prétend également que la loi FRAC pourrait entraîner la fermeture de la moitié des puits de pétrole et d'un tiers des puits de gaz américains. En outre, le projet de loi pourrait entraîner une baisse de la production nationale de gaz d'environ 7 milliards de m³ par an, ainsi qu'une perte de revenus de 4 milliards de dollars pour le gouvernement Fédéral, ce qui retarderait la sortie de crise financière du pays.

Le contre argument de l'United States Environmental Protection Agency (USEPA), agence gouvernementale de régulation et de protection de l'environnement, prétend que la Safe Drinking Water Act est flexible en ce qu'elle reporte la réglementation de la fracturation et du forage aux États fédéraux. Elle estime, d'après une étude financée par l'industrie gazière, qu'étant donné que la plupart des États ont actuellement des réglementations sur la fracturation, les entreprises seraient très probablement en phase avec la politique des États et qu'il n'y aurait pas beaucoup de changements occasionnés.

Malgré de multiples amendements et présentations de 2009 à 2017 au Parlement et au Sénat, la loi FRAC reste un projet non promulgué tant le lobby pétrolier et gazier américain fait florès. L'administration Obama met également en place le [Climate Action Plan](#), dernier des trois volets du New Energy for America plan, qui propose, entre autres, de réduire les émissions de CO₂.

Points de repère sur les conséquences environnementales liées à l'exploitation du gaz de schiste

La fracturation hydraulique entraîne des stress environnementaux de plusieurs types : chimiques, mécaniques et toxicologiques.

On peut en identifier cinq types. Premièrement, la circulation de fluides en profondeur peut générer une micro-sismicité induite. En effet, l'exploitation déclenche de petits séismes, comme le font d'autres technologies telles que la géothermie, la mise en eau de barrage ou l'exploitation de ressources de gaz conventionnels. Deuxièmement, il existe un risque élevé de pollution des aquifères à cause de fuites de liquide de fracturation. Un troisième impact consiste en fuites de gaz dans l'atmosphère, pendant et après l'exploitation des puits. En dehors des fuites, une partie du gaz est brûlé ce qui libère du CO₂ ainsi que d'autres particules et contribue à la pollution et au réchauffement climatique. Les deux derniers impacts concernent la production d'importantes quantités de liquide de fracturation (3 000 à 30 000 m³ par puits) contenant des eaux et additifs polluants, voire radioactif*, qu'il faut traiter avant de les réinsérer dans l'environnement. L'utilisation de réserves foncières et d'infrastructures pour l'exploitation et le transport du gaz de schiste est le dernier impact.

*Des sables radioactifs sont utilisés comme traceurs et des radios nucléotides provenant des roches fracturées sont ramenés en surface.

Du contexte économique américain de 2009 aux printemps arabes de décembre 2010

Les percées technologiques dans la production de pétrole et de gaz, dues à l'amélioration de la fracturation hydraulique et des techniques de forage horizontal, ont changé la donne. La

production de gaz naturel à partir de formations de schiste au Texas, en Pennsylvanie et ailleurs augmente significativement. Combinées à une demande restreinte résultant de mesures d'efficacité et de normes d'utilisation de carburant plus strictes, les importations américaines d'énergie diminuent, laissant à certains l'espoir qu'une indépendance énergétique puisse être atteinte.

L'augmentation de l'utilisation de la fracturation hydraulique à partir de 2009 entraîne une baisse des prix du gaz naturel qui le rend plus compétitif que le charbon pour les centrales électriques du pays notamment.

Décembre 2009, l'USEPA rend un rapport décrétant que les émissions de gaz à effet de serre jugés responsables du réchauffement climatique représentent une menace pour la santé publique.

En 2010, les États-Unis passent devant la Russie et deviennent le premier producteur de gaz naturel au monde. Le Moyen-Orient, en dépit de ses réserves estimées qui le place au premier rang mondial, ne dépasse pas 17,8% dans la production globale de gaz.

Plusieurs facteurs sont susceptibles d'expliquer ces différences. La proximité des réserves par rapport aux marchés consommateurs est une variable déterminante. Les coûts de transport étant élevés aussi bien par pipeline que sous forme de GNL, les réserves proches des centres de consommation disposent d'un avantage économique. À quoi s'ajoutent un climat d'investissement favorable et la politique énergétique des pays producteurs.

Au début des années 2010, avec des prix du gaz relativement élevés sur le plan international, certains acteurs étasuniens sont de plus en plus intéressés pour exporter le gaz naturel du pays. Ils entendent profiter d'opportunités d'arbitrage en raison des prix bas sur un marché américain sur-approvisionné à moins de 4 \$US/Mbtu⁶. Ainsi, le gaz américain est plus compétitif comparativement aux prix du gaz de la concurrence en Asie qui sont supérieurs à 14 \$US/Mbtu. Ceci est lié au fait que les prix du gaz sont indexés à ceux des prix du pétrole dans des contrats de long terme. Il en va de même en Europe où le prix du gaz russe pour des contrats de long terme est de 11,7 \$US/Mbtu en 2010 en Allemagne.

Aussi en août 2010, le Département d'État avec David L. Goldwyn, Coordinator for International Energy Affairs, lance la 2010 Global Shale Gas Initiative afin de persuader les gouvernements de 17 pays de l'importance du rôle que peut jouer le gaz de schiste dans la réduction des émissions de CO₂. Il insiste sur le fait que le gaz de schiste peut assurer une sécurité énergétique et contribuer au développement économique des pays. Pour ce faire, ces derniers pourraient accorder des concessions aux sociétés pétrolières et gazières, notamment américaines. Ces industriels forts de leur expertise technique pourraient contribuer à l'exploitation des réservoirs de gaz de schiste grâce à la maturité de leurs compétences en fracturation hydraulique.

Des documents gouvernementaux secrets provenant des WikiLeaks présentent le fait que dans le cadre de ce projet, des officiels de l'administration américaine ont organisé des conférences, appuyées par des responsables d'entreprises pétrolière et gazière ainsi que par des professionnels des relations publiques, pour partager leur expérience. L'expertise des professionnels en relations publiques a été mise en avant, notamment, sur la manière d'influencer et diminuer l'hostilité des populations des pays cibles à la fracturation hydraulique.

A la suite de ces réunions, de nombreux pays donnent leur accord. La Pologne accepte d'autoriser la fracturation hydraulique par les sociétés pétrolières et gazières sur près d'un

⁶Mbtu équivaut à mille British thermal unit.

tiers de son territoire. L'US Export-Import Bank, une agence du gouvernement américain, fournit 4,7 milliards de dollars de financement pour les opérations de fracturation hydraulique de 2010 au Queensland, en Australie. En agissant ainsi, les États-Unis cherchent à orienter les politiques énergétiques de l'UE et d'autres pays vers le gaz et ainsi diminuer l'influence de ses principaux concurrents que sont la Russie et les pays du Moyen-Orient.

Importateurs de 11% de leur consommation domestique de gaz en 2010, les États-Unis souhaitent se positionner désormais en exportateur majeur de GNL grâce au développement à grande échelle de leur production de gaz de schiste. Comme nous l'avons vu, une autre conséquence du prix bas du gaz est le transfert du charbon vers le gaz pour la production d'électricité. La part du charbon qui représentait 50% dans la production d'électricité américaine en 2007, a chuté à 37% en 2010, ce qui entraîne une réduction moyenne de 4 % de la pollution de l'air. En conséquence, les États-Unis commencent à exporter leurs excédents de charbon à bas prix vers l'Allemagne et le reste de l'Europe.

La même année, l'État de New York, sous l'influence des lobbies anti-gaz de schiste, devient le premier État à bannir la fracturation hydraulique. Afin de limiter une exploitation grandissante des gaz de schiste, il n'autorise que la mise en production des puits existants. Le film *Gasland*⁷ de Josh Fox contribue grandement à la victoire des lobbies anti-gaz. Nous reviendrons sur le déroulé de cette campagne de guerre de l'information ultérieurement.

De décembre 2010 à 2012, les bouleversements de printemps arabes entraînent des changements géopolitiques et économiques majeurs pour des pays exportateurs de gaz comme notamment la Tunisie, la Libye, l'Égypte, le Yémen, l'Irak et la Syrie.

Du contexte Moyen-Orientale de 2011 à l'opportunité d'exportation de gaz de schiste des États-Unis à compter de 2012.

Les bouleversements liés aux printemps arabes et les sanctions américaines de 2011 dans un certain nombre de grands pays producteurs de pétrole et de gaz du Moyen-Orient réduisent la production en Libye, au Yémen, en Syrie et en Iran et ralentissent la croissance de la production en Irak. L'avenir politique de la région est très incertain et des perturbations majeures de l'approvisionnement en pétrole et en gaz peuvent survenir à tout moment tant que les conflits régionaux restent incontrôlables⁸.

Ces conflits et ces sanctions représentent une opportunité importante pour l'exportation de gaz de schiste américain. Pour ce faire, le ministère de l'Énergie, influencé par le lobby pro-gaz, modifie la façon dont les examens fédéraux sont effectués pour accélérer l'ensemble du processus d'approbation d'exploration et de forage, au grand dam de certains groupes environnementaux. Plus tard, le ministère de l'Énergie et la Commission fédérale de réglementation de l'énergie réduira le processus, qui passe de trois à deux étapes.

Cependant en avril 2011, les groupes environnementaux obtiennent gain de cause. Le Ground Water Protection Council, association à but non lucratif regroupant les différentes agences fédérales en charge de la gestion des eaux souterraines, et en collaboration avec l'industrie

⁷ Dans le documentaire de 2010, Josh Fox présente l'impact environnemental et sanitaire désastreux de la méthode d'extraction du gaz de schiste par fracturation hydraulique. Il prend également contact avec des scientifiques, des politiciens, des responsables de l'industrie gazière pour discuter de la fracturation hydraulique. Il participe finalement à un sous-comité du Congrès discutant du FRAC Act afin d'intégrer la fracturation hydraulique dans le champ de compétence du Safe Drinking Water Act et d'en réguler l'utilisation. Comme nous l'avons expliqué, le lobby anti-gaz n'a pas fait florès dans ce cas.

⁸ En 2014, afin de lutter contre l'état islamique, les États-Unis, avec le soutien d'une « coalition internationale en Irak et en Syrie », n'auront d'autre choix que de rester engagés dans la région pour protéger leurs propres intérêts économiques et mondiaux.

gazière, commence à publier des listes de produits chimiques de fracturation hydraulique utilisés pour chaque puits.

La divulgation se fait sur la base du volontariat et les entreprises ne sont toujours pas tenues de fournir des informations sur leurs techniques de fracturation hydraulique et les fluides qu'elles considèrent comme exclusifs. Les listes n'incluent pas toutes les substances utilisées mais elle est mise, pour la première fois, à la disposition des propriétaires fonciers, des voisins, des autorités locales ou des prestataires de soins de santé.

En 2011, des étudiants de six campus américains, avec le support de l'ONG, 350.org, demandent à leur université de ne plus placer d'argent dans l'industrie des énergies fossiles, en s'inspirant de campagnes des années 1980 contre l'apartheid. Ceci marque une des premières campagnes de désinvestissement dans les énergies fossiles.

2011 marque également la naissance de la coalition [Americans against fracking](#), regroupant plus de 270 organisations américaines dont [Greenpeace USA](#) et [friends of the earth](#). La même année, elle organise le premier, [Global Frackdown](#)⁹, journée internationale visant à sensibiliser et lutter contre le fracking dans une vingtaine de pays. Elle partage des savoir-faire en matière d'influence vis-à-vis des politiques afin d'amplifier la contestation. Le Frackdown day est relayé par [Russia Today](#), chaîne russe d'information en continu, qui explique les risques liés à la fracturation hydraulique.

Cette organisation est présente dans 31 États pour bannir le fracking. A cette fin, elle publie une carte représentant l'état des lieux de ses différentes actions en justice au niveau local et au niveau de chaque État. Elle travaille également avec Earthjustice¹⁰, association à but non lucratif américaine fondée en 1971, qui publie la première carte interactive, présentée ci-dessous, pour sensibiliser le public américain aux zones potentielles de fracking, aux zones d'exploitation ainsi qu'aux sites où des fuites de liquide de fracturation se sont répandues dans les nappes phréatiques et les cours d'eau.

En décembre 2011, l'Energy in Depth, regroupement de lobbies pro-gaz, dénonce toutes les contre-vérités du film Gasland de Josh Fox sur sa page web. Pour appuyer son propos, le lobby finance et diffuse, courant 2012, le documentaire Truthland afin de contrecarrer l'influence grandissante de Gasland, film anti-gaz de schiste. Ce documentaire pratique la saturation informationnelle en mixant des informations fondées et infondées. Il présente Gasland comme de la manipulation de l'information afin, dans un premier temps, de créer de la confusion dans l'esprit des spectateurs puis de les influencer pour les faire adhérer à la propagande pro-gaz du lobby. Avec 150 000 vues sur internet, le documentaire n'a pas eu le succès de Gasland¹¹ et ses plus de 3 millions de vues lors du lancement.

En début 2012, Obama, lors d'un forum sur le développement de l'Amérique Centrale laisse entendre que les États-Unis pourraient augmenter les approvisionnements en gaz naturel de la région afin de l'aider à réduire ses coûts énergétiques. Un lobby américain d'industries énergivores, dont Dow Chemical et Alcoa, exhorte alors l'administration à limiter les permis d'exportation, arguant que les ventes illimitées de GNL à l'étranger pourraient éroder l'avantage du coût énergétique créé par le boom du gaz de schiste bon marché. Or, les entreprises gazières américaines estiment que l'approvisionnement du pays est plus que suffisant.

De plus, restreindre les exportations de GNL peut placer les États-Unis dans une position contradictoire face aux affaires qu'ils portent devant l'OMC, notamment vis-à-vis de la Chine

¹⁰ <https://earthjustice.org/>

¹¹ Le film Gasland a été nommé aux Oscars, et a gagné un « Emmy award » en 2011.

et de ses exportations limitées en terres rares. Ainsi, en montrant l'exemple, la position des États-Unis en tant que promoteur du libre-échange ne peut être contestée. Les États-Unis, qui profitent d'une forte augmentation de la production de gaz naturel, peuvent et veulent devenir un exportateur mondial n'en déplaise à Earthjustice et Americans against fracking qui œuvrent en sens contraire.

Au premier trimestre 2012, les étudiants de 50 campus américains demandent à leur université de ne plus placer d'argent dans l'industrie des énergies fossiles. Le mouvement de désinvestissement dans les énergies fossiles prend de l'ampleur avec le support de l'ONG, 350.org. En mai, le Department of Interior amende ses régulations afin de restreindre la fracturation hydraulique sur les terres du gouvernement Fédéral. Le même mois, le Vermont, devient le second État à interdire le fracking. Le lobby anti-gaz gagne dans les deux cas.

Au milieu de l'année 2012, le Président Obama permet pour la première fois l'exportation de GNL provenant de gaz de schiste à bas prix. Par la suite, les États-Unis entrent alors dans la compétition internationale et prennent des parts de marché substantielles imputables à l'instabilité Moyen-Orientale et aux erreurs stratégiques russes, sur la période post-Fukushima de 2012-2014, durant laquelle la Russie pratique des prix du gaz trop élevés en Europe. Afin d'élargir leur marché, les États-Unis, comme nous l'avons vu avec la 2010 Global Shale Gas Initiative, ont de forts intérêts à convertir l'Europe au gaz en lieu et place du nucléaire. Ils misent sur les bénéfices financiers et géopolitiques que pourrait leur donner leur savoir-faire technique en matière d'exploration/exploitation de gaz de schiste, en Europe et dans le reste du monde.

En novembre 2012, les Centers for Disease Control and Prevention (CDCP), centres de prévention des risques de santé, envisagent d'étudier le lien potentiel entre la fracturation hydraulique et la contamination de l'eau potable. Les républicains du Congrès siégeant au House Energy and Commerce Committee, conseillent à la Secrétaire du ministère de la Santé et des Services sociaux, Kathleen Sebelius, d'être prudente quant aux résultats de l'étude et ils font valoir que si l'étude n'est pas effectuée correctement, elle pourrait entraver la croissance de l'emploi. En effet, ils craignent que l'étude puisse étiqueter les substances présentes naturellement dans les eaux souterraines comme des contaminants, ce qui pourrait restreindre la fracturation hydraulique dans l'intérêt de la santé publique.

Les CDCP concluent qu'ils n'ont pas suffisamment d'information pour établir avec certitude que la fracturation hydraulique pose une menace à la santé publique. Le lobby pro-gaz remporte une victoire.

En décembre 2012 sort la fiction hollywoodienne *Promised Land*, de Gus Van Sant. Dans ce film, Matt Damon interprète un employé d'une compagnie gazière proposant de lucratifs contrats à des ruraux endettés de Pennsylvanie qui subiront les conséquences environnementales néfastes du fracking. Le film est critiqué en avril 2012, soit avant sa sortie en salles, par les financeurs du film, pro-gaz de schiste, Fracknation. Ils critiquent le fait que *Promised Land* va augmenter les craintes de la population vis-à-vis du fracking alors que la Pennsylvanie, Etat pro-gaz de schiste qui a inspiré le film, et l'USEPA, agence gouvernementale de protection environnementale, n'ont jamais prouvé de liens entre le fracking et la pollution des eaux.

Fracknation sort en salle le même jour que *Promised Land* afin de diminuer les recettes du film et l'influence qu'il pourrait avoir sur les populations. En septembre, des habitants de Pennsylvanie, lieu où fut tourné le film, créent un site facebook opposés à la fiction. Ils dénoncent l'hypocrisie du cinéaste qui leur prétendait être pro-gaz de schiste lorsqu'il était sur place durant le tournage. Ils présentent également l'acteur Matt Damon comme une

personne qui promeut, depuis 2010, le Working Families Party, qui œuvre, entre autres, pour prévenir des risques liés au forage gazier.

Avant la sortie en salles de *Promised Land*, l'IPAA, lobby pro-gaz, fait savoir qu'il va communiquer aux critiques de cinéma des preuves scientifiques contre la propagande négative du film. Il fait également distribuer des notes d'information à tous les spectateurs avant sa projection. Enfin, il utilise facebook et twitter pour faire sa communication contre le film. Le lobby gazier ayant eu peu d'impact face à *Gasland*, premier film anti-gaz, décide de changer de tactique et préfère présenter *Promised Land* comme un film cliché, condescendant et sans intérêts.

En Pennsylvanie, le lobby pro-gaz, Marcellus Shale Coalition, a acheté 16 secondes de publicité pro-gaz auprès de 75% des cinémas pour que cette dernière soit diffusée avant la projection du film. Enfin, les républicains ont critiqué le fait que le film a bénéficié du support financier d'Abou Dhabi, grand exportateur de gaz naturel et concurrent direct du gaz de schiste des États-Unis.

Nous assistons pour ce cas à une stratégie d'influence du lobby anti-gaz qui tente d'effectuer un encerclement cognitif des spectateurs. Le lobby pro-gaz met alors, avec célérité, une stratégie globale de contre-encerclement avant que les spectateurs ne voient le film. Cette stratégie préemptive consiste à coiffer les esprits des spectateurs afin d'affaiblir la communication de l'adversaire avant qu'elle ne soit émise. L'occupation du territoire médiatique est importante, celui qui diffuse l'information en premier est celui qui domine. Le film rencontre une faible audience et subit des pertes financières. Le lobby pro-gaz remporte le combat.

En 2012, l'ONG 350.org lance la campagne « Go Fossil Free: Divest from Fossil Fuels! », mobilisation populaire qui incite des centaines d'universités, de fondations, de villes et de congrégations religieuses à désinvestir des combustibles fossiles.

Le second mandat du Président Obama de janvier 2013 à janvier 2017 : la croissance fulgurante des exportations de GNL et la montée en puissance du lobbying anti-gaz de schiste.

Au début du premier mandat du Président Obama, la production de gaz de schiste représente 15% du total de la production de gaz naturel du pays. Ce chiffre passe à 40% au début de son second mandat, marquant ainsi une croissance quasi-exponentielle. Le Texas est le premier État producteur de gaz, suivi de la Pennsylvanie et de l'Alaska. En février 2013, au début du deuxième mandat du Président Obama, le [Natural Resources Defense Council](#), ONG fondée en 1970 par des juristes et avocats sensibles aux réglementations environnementales, produit une communication à destination du Congrès promouvant le contrôle du fracking par l'USEPA. Au même moment, Americans Against Fracking, lobby anti-gaz publie les résultats d'une étude scientifique établissant que les mères vivant dans des zones où la fracking est réalisé ont 40% de chance de plus d'avoir un enfant prématuré.

En mars 2013, William Engdhal, consultant américain en risque international, intervient sur *Russia Today* au sujet du gaz de schiste américain et de la vaste bulle financière frauduleuse connexe. Il intervient également régulièrement sur le même thème sur un autre site, *New Eastern Outlook*, émanation de L'Institut d'études orientales de l'académie des sciences de Russie.

S'appuyant sur les données économiques et financières émanant de l'industrie américaine du gaz de schiste et de nombreuses critiques d'experts américains tels que des géologues, et analystes financiers, il en dresse un tableau accablant voire apocalyptique. Il décrit ainsi un

secteur caractérisé par une surestimation générale des réserves de gaz facilitée par une législation laxiste. Il présente les taux de déclin extrêmement rapide des gisements exploités avec statistiquement une chute de production des puits de 60% au bout d'un an d'exploitation.

Ceci oblige les entreprises du secteur à une fuite en avant perpétuelle pour forer de nouveaux puits afin de préserver leur survie et leur valorisation boursière. Les pertes financières sont abyssales en raison de coûts d'investissement élevés et de prix de marché du gaz effondrés. Le surendettement préoccupant de l'ensemble des acteurs les met dans une position de quasi-faillite, alors qu'une bulle financière orchestrée par Wall Street ne cesse de croître.

En avril 2013, Josh Fox présente *Gasland 2*, une odyssee internationale révélant les secrets, les mensonges et les contaminations liés à la fracturation hydraulique. Il remet en question le mythe du gaz de schiste comme alternative au pétrole présenté par l'industrie gazière. Il insiste sur les fuites de gaz permanentes des puits, y compris après la fin de leur exploitation. Il dénonce la contamination des eaux et les risques que cela fait encourir aux familles, aux élevages et aux plantations. Il finit par présenter le méthane comme étant un gaz contribuant massivement au réchauffement climatique.

Quelques mois plus tard, Josh Fox sort un autre film, *Gaswork*, dans lequel il expose la dangerosité des emplois liés au fracking notamment à cause des produits chimiques et leur impact sur la santé. Il dénonce également le nombre important d'accidents de travail et le fait que cette industrie a un taux de fatalité sept fois supérieur au taux national américain.

En décembre, *Americans Against Fracking*, lobby anti-gaz présente une pétition au Congrès, signée par plus de 200 000 personnes, afin que l'USEPA cesse de promouvoir le fracking.

Le même mois, le même lobby avec le support de 40 autres organisations, condamne le Gouverneur du Maryland, Martin O'Malley, pour la levée du moratoire sur le fracking de l'État juste avant qu'il ne quitte ses fonctions.

Afin de diminuer les conflits grandissants entre les industriels et les lobbies anti-gaz dans les Appalaches, Chevron crée avec des organisations environnementales le *Center for Responsible Shale Development (CRSD)*. Sa raison d'être est de donner des certifications environnementales aux exploitants gaziers. Par la suite, seules quatre entreprises, dont Chevron, se font certifier car le coût de la certification est à la charge des entreprises ce qui obère leurs comptes. Le CRSD disparaît en 2018 par manque de clients.

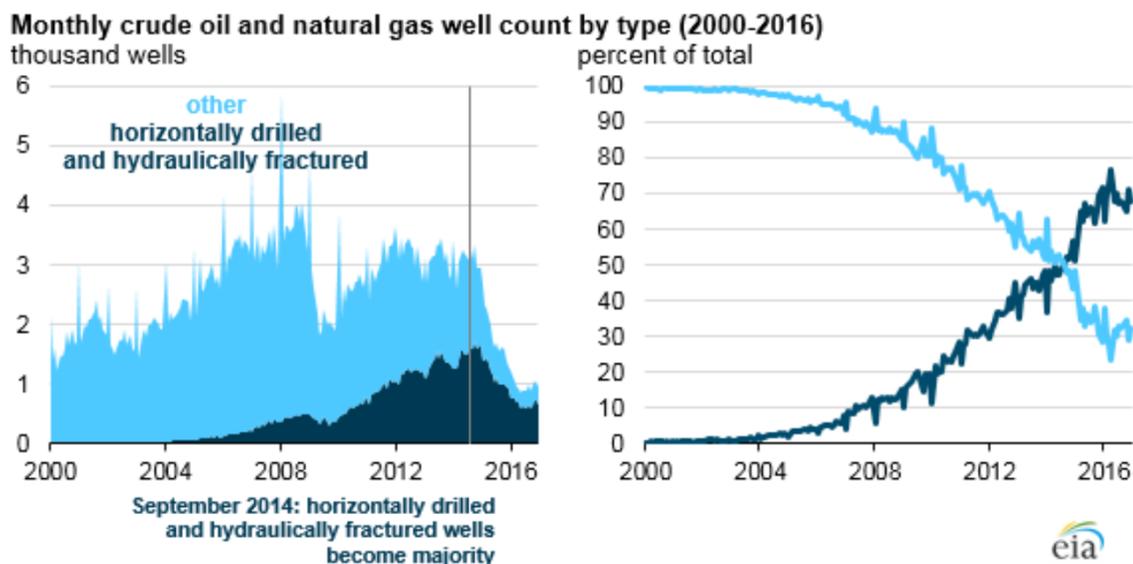
Le 26 mars 2014, lors de sa visite à Bruxelles le Président Obama incite les Européens à réduire leur dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie par une diminution de leurs importations en gaz naturel russe, qui représente 30% du total des importations européennes de gaz, et par une politique d'importation massive de gaz de schiste américain. L'argument de l'indépendance énergétique européenne sert à promouvoir l'adoption rapide du *Traité Transatlantique* en cours de négociation entre les États-Unis et l'Europe.

Le même mois, John Felmy, économiste en chef de l'API, lobby pro-gaz, déclare que le mouvement de désinvestissement des entreprises de combustibles fossiles « est vraiment dégoûtant » et insiste sur le fait que les universitaires et les militants qui soutiennent le désinvestissement sont mal informés, désinformés ou des menteurs. Il attaque « ad hominem » l'écologiste et auteur Bill McKibben qui a créé l'ONG *350.org*, principale organisation activiste sur le sujet. Malgré ces propos, le mouvement prend encore plus d'ampleur. Ainsi en septembre, 181 institutions américaines et 656 individus se sont déjà engagés à désinvestir 50 milliards de dollars des énergies fossiles.

Fin 2014, sous la houlette des pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient, et plus particulièrement de l'Arabie saoudite, il est décidé d'une hausse de production du pétrole et,

par effet de bande, une baisse vertigineuse du cours du baril, descendu à un record presque historique de 50 dollars. Une manière d'engager un combat contre l'afflux d'hydrocarbures non conventionnels américains. Une manière aussi de rendre son extraction déjà coûteuse encore moins intéressante et ainsi d'anéantir toute idée de désengagement américain au Proche-Orient. Car un pétrole moins cher ne peut laisser indifférente une économie américaine accro à l'énergie pas chère.

Côté Russe, la production est également accrue. La baisse des prix du pétrole engendre mécaniquement une baisse des prix du gaz à la fois sur les marchés européens et asiatiques. En moyenne, le prix du gaz en Europe passe ainsi entre 2014 et 2016 de 11 \$/MBtu à 6 \$/Mbtu alors qu'en Asie, le GNL qui se négocie à plus de 15 \$/MBtu mi 2014 s'effondre sous les 8 \$/MBtu au printemps 2015. Cette nouvelle donne modifie profondément la rentabilité économique des futurs projets d'exportation de GNL américain. Les nouveaux projets doivent s'apprécier à l'aune des coûts totaux (prix du gaz + OPEX + CAPEX)¹². Il faut que le prix du baril dépasse les 70 dollars pour que les fournisseurs de GNL dégagent des marges bénéficiaires. En deçà, il n'y a pas de rentabilité économique et donc pas de nouveaux puits. Pour les pays producteurs de gaz conventionnel, il suffit de laisser les cours bas un certain temps et de répéter l'opération si besoin, pour contenir la concurrence potentielle du GNL provenant du gaz de schiste américain. Durant cette période le nombre de puits de gaz américains diminue significativement comme présenté ci-dessous.



Source: U.S. Energy Information Administration, based on DrillingInfo Inc. and IHS Markit

En octobre 2015, Americans Against Fracking avec le support de nombreuses autres organisations se sont réunis devant le Capitole, à Washington, avec la présence de deux membres du Parlement afin de présenter une pétition au Congrès, signée par plus de 350 000 personnes. Cette dernière soutient le Protect Our Public Lands Act qui interdit le fracking sur les terres gouvernementales.

La même année, sous la pression des lobbies anti-gaz, l'administration Obama étendant la définition des eaux navigables (WOTUS¹³) à tout cours d'eau adjacent aux eaux sous gestion gouvernementale. Cette nouvelle réglementation du Clean Water Act, empêche que la

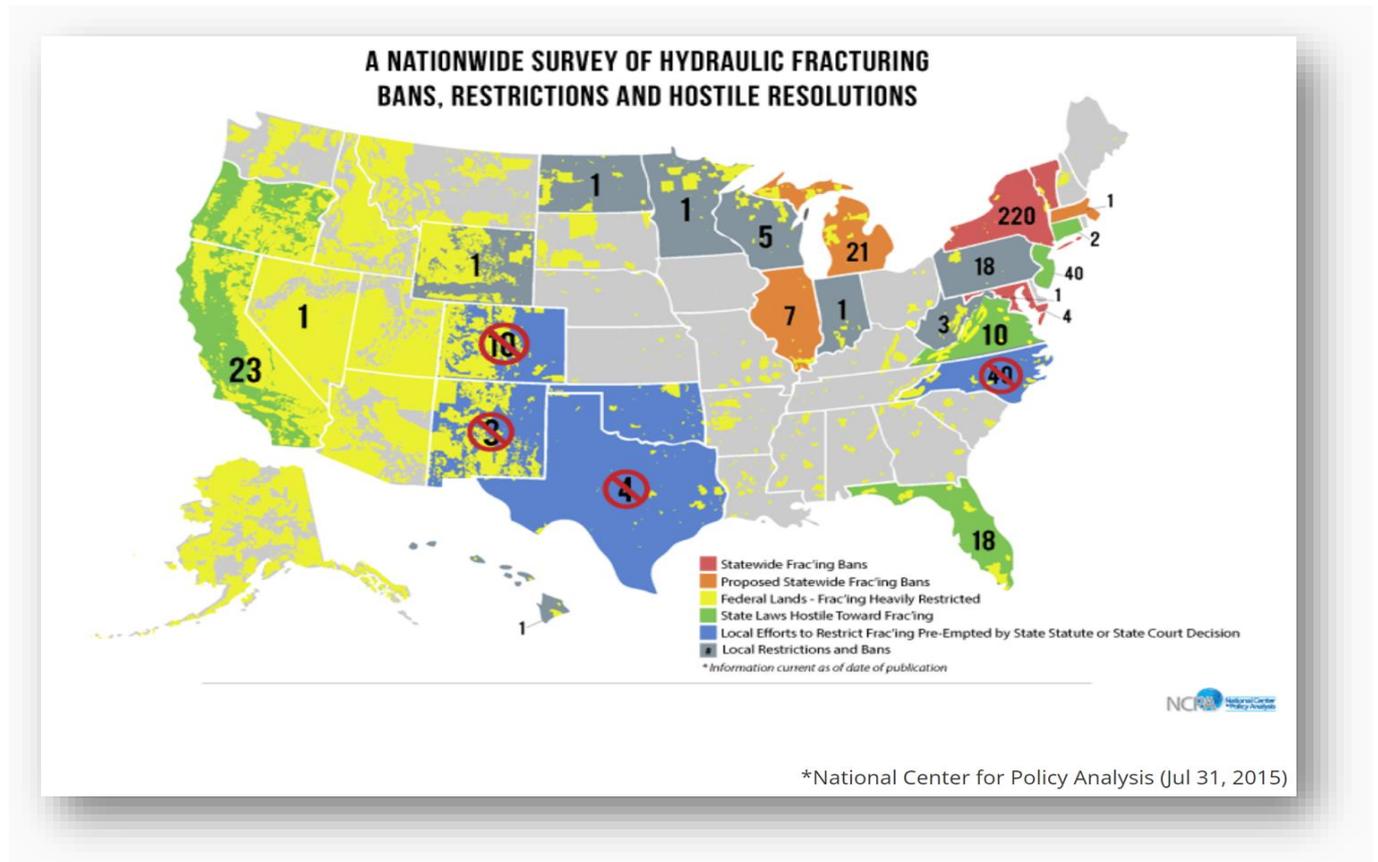
¹² OPEX ou dépenses d'exploitation et CAPEX ou dépenses d'investissement.

¹³ Waters of the United States.

pollution des eaux concernées se fasse sans permis, ce qui restreint les possibilités de fracking dans les zones considérées.

Une étude de 2015 présente le fait que grâce à l'essor du gaz de schiste, ce dernier double les chances des candidats républicains d'être élus aux élections locales au détriment des candidats démocrates.

Cependant, le National Center for Policy Analysis¹⁴, think tank texan pro-gaz, alerté par la réussite et la multiplication des actions des lobbies anti-gaz, établit la carte ci-dessous de l'état des lieux des interdictions du fracking du pays en 2015 afin de donner une vision holistique de la lutte d'influence à ses clients.



L'industrie du gaz de schiste répond aux réglementations et interdictions des États et des Comtés par deux principaux types de poursuites légales :

- Les contestations de préemption, qui soutiennent que la loi Fédérale empêche les États d'adopter des restrictions sur la fracturation hydraulique.
- Les contestations de la clause de prélèvement, qui soutiennent que la constitution Fédérale autorise les entreprises à être indemnisées lorsqu'une interdiction ou une limitation de la fracturation hydraulique rend les terres de ces entreprises inutilisables.

La même année, pour aider les entreprises pétrolière et gazière, Energy in depth, regroupement de lobbies pro-gaz, met en place, avec l'appui de différentes compagnies de

¹⁴ D'après Greenpeace, le NCPA diffuse des articles climato-sceptiques et exagère les coûts économiques de l'atténuation des émissions de gaz à effets de serre. Entre 1997 et 2017, il a reçu 719 674 \$ des fondations de la famille Koch, riches industriels américains de la pétrochimie, et climato-sceptiques.

relations publiques, une communication auprès de différents États fédéraux. Cette dernière vise à diminuer, et à présenter sous un jour positif, l'impact du fracking sur la consommation d'eau quotidienne nationale comme présenté ci-dessous.

Bien que l'industrie pétrolière et gazière s'en défende, elle finance des études et des campagnes de déni de changement climatique. A titre d'exemple, de 2007 à 2015, ExxonMobil a dépensé 1,87 millions de dollars pour financer les campagnes climato-sceptiques des républicains du Congrès. En octobre 2015, une [étude d'InfluenceMap](#), lobby anti-gaz britannique, montre que Shell, BP, Total, ExxonMobil and Chevron s'opposent systématiquement aux lois environnementales visant à réduire le changement climatique.

Ces campagnes de lobbying ne passent pas inaperçues, aussi les mouvements de désinvestissements des énergies fossiles, initialement américains, commencent à essaimer dans différents pays. Alors qu'en 2014, 78 % des mouvements sont américains, en 2015, ils ne sont plus que 57 %. En septembre 2015, 436 institutions et 2 040 individus dans 43 pays, représentant 2 600 milliards de dollars d'actifs, dont 56 % de fonds de pension et 37 % d'entreprises privées, sont engagés dans le désinvestissement des énergies fossiles.

En décembre 2015, la COP21 se réunit à Paris dans le but de ratifier un accord international de coopération sur le changement climatique. Signé par les 195 pays présents, l'Accord de Paris marque un tournant. Il a pour objectif de limiter le réchauffement en deçà de 2 °C d'ici à 2100 et de s'efforcer de le limiter à 1,5 °C. Il vise la neutralité carbone, c'est-à-dire l'équilibre entre les émissions et les absorptions de gaz à effet de serre (GES) au niveau mondial, d'ici la deuxième moitié du XXI^e siècle.

En signant l'Accord de Paris, les pays s'engagent à enclencher la diminution de leurs émissions de GES dans les meilleurs délais. Cela implique des budgets carbones mondiaux nettement plus restreints qu'auparavant. Contrairement au protocole de Kyoto, aucun objectif contraignant n'est fixé, mais chacun des pays signataires définit ses propres engagements. Une marge de flexibilité est prévue pour les pays en voie de développement.

Aucun système de sanction n'est envisagé non plus, mais les participants planifient de se réunir tous les 5 ans pour effectuer un bilan global et réviser les objectifs à la hausse. Chacun s'engage à être transparent les uns vis-à-vis des autres et vis-à-vis du public concernant les progrès réalisés et l'atteinte des objectifs fixés. L'accord de Paris entre en vigueur le 4 novembre 2016¹⁵.

La même année, la [Banque Mondiale](#) met en œuvre le « Zero Routine Flaring by 2030 », initiative qui engage les gouvernements et les compagnies pétrolières et gazières à ne plus brûler le gaz excédentaire. Le 22 janvier 2016, l'administration Obama met en place le BLM¹⁶ fracking rule, nouvelle réglementation visant à contrôler l'exploitation de pétrole et de gaz de schiste sur les terres du gouvernement Fédéral. Les lobbies anti-gaz critiquent la nouvelle réglementation car elle ne force pas les industriels à indiquer les additifs qui seront utilisés pendant les forages, ce qui empêche les agences gouvernementales de l'eau d'effectuer des tests crédibles.

En avril, 515 institutions rejoignent la campagne de désinvestissement des énergies fossiles, dont 27% des groupes confessionnels, 24% des fondations, 13% des organisations

¹⁵ Les COP suivantes viseront essentiellement à harmoniser les actions et le calendrier de mise en application de l'Accord de Paris. Elles définissent également l'ensemble des dispositifs de transparence et organisent les bilans quinquennaux, le premier devant avoir lieu en 2023.

¹⁶ BLM est l'agence fédérale en charge de la régulation des activités pétrolières et gazières pour les terres fédérales et les terres indiennes.

gouvernementales, 13% des fonds de pension et 12% des collèges, universités et écoles, ce qui représente, avec les investisseurs individuels, un total de 3 400 milliards de dollars d'actifs. 2016 marque le début de la campagne présidentielle américaine. Donald Trump, candidat républicain accuse le Président Obama de bloquer la production américaine de pétrole et de gaz.

En mai, Trump promet de développer le plan énergie « America First » et déclare que la dominance énergétique est un but économique stratégique qui définira la politique étrangère du pays. Pour ce faire, il estime qu'il est nécessaire de déréguler les lois environnementales et de se retirer de l'accord de Paris afin d'accroître la production américaine de pétrole et de gaz. Il insiste sur le fait que le pays doit être et demeurer indépendant des importations du cartel de l'OPEP¹⁷ et de toute nation hostile aux intérêts américains. Il vise ainsi à créer des trillions de dollars de richesse, des millions d'emplois et à libérer le potentiel énergétique du pays.

A la fin de la mandature du Président Obama, la guerre des prix du gaz entre les États-Unis d'une part et ses concurrents que sont la Russie et les pays du Moyen-Orient, d'autre part, a fait que la production américaine de gaz a atteint un plateau en 2016, comme présenté sur le graphique ci-dessous. Le support du gouvernement Obama à l'investiture démocrate d'Hillary Clinton, puis à sa course à la présidentielle américaine n'en est pas la cause. Cependant, en 2017, le début de mandature du Président Donald Trump marque bien le redécollage de la production de gaz de schiste. La hausse des cours du pétrole, à compter de 2016, les nouvelles techniques de forages horizontaux qui augmentent les rendements des puits ainsi que de nouvelles dérégulations de l'administration Trump, permettent au gaz de schiste américain de redevenir compétitif.

De 2010 à 2013, les lobbies anti-gaz ont réussi à faire envisager ou adopter des lois limitant ou interdisant les forages gaziers dans tout ou partie des territoires d'au moins cinq États américains, tels que New York, le Vermont, le New Jersey, la Caroline du Nord et le Michigan. Le motif de ces lois n'est pas la protection du climat, mais la gestion des risques comme la protection de l'eau et de la santé publique. Cependant les États-Unis, même avec des démocrates au pouvoir, reste le premier pays où, à la demande des industriels et des lobbies pro-gaz, le droit de l'environnement régresse avec l'instauration d'une discrimination positive avantageant les intérêts pétroliers et gaziers. Barack Obama, tout comme Lisa Jackson, administratrice de l'USEPA, ont mis en avant la double « nécessité d'extraire du gaz naturel », mais « sans polluer les réserves d'eau ».

Malgré ces propos rassurants, la législation est allée dans le sens d'une dérèglementation, et elle ne permet pas ou ne permet plus de garantir ce second objectif. Le fracking reste exempté de plusieurs obligations environnementales notamment en ce qui concerne les substantielles fuites de méthane. Le gouvernement Fédéral, en donnant des objectifs de réduction de CO₂, jette un voile pudique sur la pollution au méthane, qui est un gaz 25 fois plus puissant que le dioxyde de carbone en matière d'effet de serre. Comme le disent les lobbies anti-gaz, « le Climate Action Plan de 2009 du Président Obama n'aura été qu'un rideau de fumées avec de nombreuses bonnes intentions non suivies d'effets. »

Le président Obama, pour sortir les États-Unis de la crise de 2008, est passé d'une politique pro environnementale à une politique pragmatique afin de composer avec la majorité républicaine de la Chambre basse du Congrès à compter de 2011 puis du Sénat à compter de 2015. Selon l'ONG américaine Ethics Watch, les faveurs juridiques accordées aux industriels

¹⁷ https://www.opec.org/opec_web/en/

sont au moins en partie explicables par l'importance des pressions exercées par le lobbying pétro-gazier sur les décideurs politiques américains et leurs administrations.

A titre d'exemple, de 2007 à 2012, l'industrie du forage a dépensé dans l'État du Colorado près de 5 millions de dollars pour influencer les fonctionnaires du Colorado, soit plus du double de ce que les autres entreprises minières ont dépensé, et plus de cinq fois ce que le secteur agricole a dépensé en lobbying sur la même période.

Cet investissement est efficace puisque, selon l'ONG, les élus du Colorado ont renoncé à augmenter le taux de redevances pétrolières, resté inchangé depuis les années 1950. Ainsi, durant la mandature démocrate, les États-Unis ont pu réduire drastiquement les importations en pétrole et en gaz grâce à l'exploitation des ressources pétrolières et gazières du pays, exemption faite de celles se trouvant sur les terres fédérales restées inaccessibles. Ils sont passés de la dépendance énergétique à l'abondance et à l'exportation de gaz.

La fédération des lobbies anti-gaz et leur opposition contre les activités de fracturation hydraulique au niveau des États fédéraux et des comtés a conduit les entreprises gazières à adopter diverses stratégies et mesures de relations publiques afin d'apaiser les craintes relatives à la fracturation hydraulique. Pour ce faire, elles ont pu utiliser les services d'entreprises expertes en relations publiques. Ces dernières ont mis en place des tactiques militaires pour contrer les opposants au forage. Ainsi, un cadre supérieur d'Anadarko Petroleum a été enregistré en disant : « Téléchargez le manuel de contre-insurrection de l'armée américaine / du Corps des Marines, car nous avons affaire à une insurrection », tout en faisant référence aux opposants à la fracturation hydraulique.

Matt Pitzarella, porte-parole de la plus importante entreprise de fracturation hydraulique de Pennsylvanie, Range Resources, a également déclaré que son entreprise employait des vétérans des opérations de guerre psychologique. Selon Pitzarella, l'expérience acquise au Moyen-Orient est précieuse pour Range Resources en Pennsylvanie, lorsqu'il s'agit d'influencer les réunions de comtés sur le zonage et les ordonnances locales relatives à la fracturation hydraulique. En outre, dans un discours de campagne de février 2012, Rick Santorum, candidat à l'investiture présidentielle du Parti républicain, a qualifié ceux qui s'opposaient à la fracturation hydraulique de terroristes environnementaux.

Présidence de Donald Trump de janvier 2017 à janvier 2021

Du début de l'administration Trump de janvier 2017 à la crise du gaz de schiste en 2019.

L'industrie pétrolière et gazière ne finance la campagne de Donald Trump à la présidentielle qu'à hauteur de 2 millions de dollars tant les chances de ce dernier semblent faibles. Cependant le jour de son investiture, 1 500 contributeurs de cette industrie, dont Chevron, Exxon et British Petroleum, allouent 107 millions de dollars au comité en charge des événements festifs connexes.

Au premier jour de la présidence de Donald Trump, le site Internet de la Maison Blanche annonce que le Climate Action Plan d'Obama est supprimé, car Trump estime qu'il est « nuisible et inutile ».

En février, Matt Gaetz, républicain propose un projet de loi visant à abolir l'USEPA en 2018. Selon Gaetz, « le peuple américain se noie dans des lois et réglementations promulguées par des bureaucrates non élus ». Et d'ajouter : « l'USEPA est devenue un délinquant extraordinaire

». Le même mois, le Président Trump signe un ordre exécutif¹⁸, assignant à l'USEPA, dès lors sous pression, et aux corps des ingénieurs de l'armée de réviser et amender WOTUS¹⁹, tel que défini par l'administration Obama. Ainsi, la dérégulation des eaux américaines permet de nouveau aux industriels de pratiquer le fracking sur des zones qui étaient jusqu'alors interdites.

En février est créé le [Climate Leadership Council](#) (CLC), NGO américaine bi-partisane regroupant d'anciens membres du gouvernement, des intellectuels et des dirigeants d'entreprises. Cet organisme est partisan d'une mise en place d'une taxe carbone pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

En mars, grâce à l'influence des lobbyies pro-gaz, l'USEPA ne demande plus systématiquement aux opérateurs pétroliers et gaziers des informations relatives aux équipements et aux émissions polluantes. Désormais, ces informations ne sont à présenter qu'en de rares cas d'absolue nécessité.

Le même mois, le Président Trump signe un autre ordre exécutif, assignant à l'USEPA d'amender [le Clean Power Plan](#) (CPP) afin de permettre à l'industrie du charbon d'accroître la vente de leur minerai aux centrales électriques. En août 2018, l'USEPA remplace finalement le CCP par l'Affordable Clean Energy (ACE) beaucoup moins contraignant en matière de régulation sur les gaz à effet de serres. L'analyse d'impact de la nouvelle réglementation de l'USEPA fait ressortir que les émissions de CO2 augmenteront de plus de 60 millions de tonnes jusqu'en 2030. L'État de New York, ainsi que 21 autres États et sept villes, pro-environnementales, portent alors une action en justice pour demander un réexamen de la nouvelle réglementation. En effet, ils estiment que l'ACE ne réduit pas de manière significative les émissions de GES, violant l'obligation de l'USEPA de lutter contre la pollution carbone des centrales électriques tel que défini par le Clean Air Act. Le lobby environnemental n'a gain de cause qu'au dernier jour de la mandature du Président Trump, lorsque la cour d'appel fédéral annule l'ACE.

En mars, le Maryland devient le deuxième État des États-Unis disposant de réserves prouvées de gaz à adopter une loi interdisant la fracturation hydraulique.

En août, Trump nomme David Bernhardt, ancien avocat de l'IPAA, lobby pro-gaz, numéro 2 du ministère de l'Intérieur. D'après des indiscrétions, pour le PDG de l'IPAA, Barry Russell, cette nomination est formidable car elle offre dorénavant un accès privilégié aux décideurs. À peine cinq mois après son début de mandat, le lobby pro-gaz voit déjà le nouveau président ordonner une refonte radicale des réglementations environnementales qui nuisent à leurs objectifs. Trump afin de respecter son programme de campagne ordonne au gouvernement d'éliminer les règles fédérales « qui entravent inutilement la production d'énergie ».

Ryan Zinke, ministre de l'Intérieur demande à son adjoint, David Bernhardt, de faire en sorte que le Ministère mette en œuvre le programme du Président. D'autres lobbies pro-gaz, comme l'American Petroleum Institute, l'U.S. Oil and Gas Association et le Western Energy Alliance abondent également dans ce sens.

Le Ministère met alors en œuvre la « wishlist » de dérégulations de l'IPAA qui :

- annule la loi sur le fracking et sur la pollution des eaux ;
- annule la loi limitant le changement climatique causé par les émissions de méthane ;

¹⁸ Est un passe-droit qui permet au Président des États-Unis de contourner les longues procédures pour faire approuver un projet législatif rapidement.

¹⁹ Waters of the United States.

- annule la loi BLM de 2015 qui réglemente le fracking sur les terres gouvernementales après que le Ministre de l'Intérieur ait traité cette loi de « non-américaine » ;
- et met fin à la loi protégeant les oiseaux et leurs migrations des risques industriels liés au forage et à l'exploitation pétrolière et gazière.

La coalition de 150 associations environnementales qui s'oppose à la nomination de David Bernhardt au Ministère estime qu'il est « un conflit d'intérêts sur pattes » tant ses anciens clients dépendent des réglementations du Ministère de l'Intérieur. La coalition n'obtient pas gain de cause et l'intéressé deviendra ministre de l'Intérieur, en janvier 2019.

Fin 2017, une large étude, conduite par des épidémiologistes de l'Université de Princeton publiée dans la revue Science Advances une comparaison à grande échelle des indicateurs de santé, d'une part, chez des bébés nés avant et après l'extraction du gaz de schiste par fracking en Pennsylvanie, et d'autre part, chez des bébés respectivement nés à moins de 1, 2 ou 3 km d'un forage en activité. Cette étude montre que les parents vivant à proximité des puits de fracturation ont un risque nettement aggravé d'avoir des enfants dont le poids de naissance est significativement plus bas que les bébés nés plus loin des forages. Des études antérieures avaient aussi mis en évidence un risque accru de faible poids à la naissance pour les nouveau-nés, mais elles manquaient de puissance statistique ou n'avaient pas mesuré si l'intensité du risque était corrélée à la distance par rapport au forage. Cette étude est reprise par les lobbies anti-gaz dans leurs communications à destination du grand public.

En décembre 2017, consécutivement à l'accord de Paris sur le climat, huit banques centrales, notamment sous l'impulsion de la banque de France, créent à Paris, le Network for Greening the Financial System (NGFS) afin de contribuer à faire progresser la prise en compte du risque climatique par le secteur financier. Pour ce faire, NGFS prône, notamment, l'utilisation de scénarii climatiques dans les stress tests des acteurs financiers. La FED, banque centrale américaine, sous l'influence de Trump décide de ne pas en faire partie.

Le même mois, Trump présente le [National Security Strategy](#), stratégie de sécurité nationale et insiste sur la domination énergétique américaine. Le document souligne la position centrale de l'Amérique dans le système énergétique mondial en tant que producteur, consommateur et innovateur de premier plan. Il insiste sur le fait que le pays doive, grâce à ses exportations, aider ses alliés et partenaires à devenir plus résilients contre ceux qui utilisent l'énergie comme arme de contrainte. Un leadership américain sur le climat est nécessaire pour contrer un programme énergétique « anti-croissance » qui est préjudiciable aux intérêts économiques et de sécurité énergétique du pays. Ceci rappelle, d'une certaine manière, la doctrine énergétique américaine de la seconde guerre mondiale. Le nouvel ordre énergétique mondial doit pivoter de l'OPEP et de la Russie, vers les États-Unis.

Outre des opérations d'influence auprès de la Commission Européenne pour orienter les politiques énergétiques de l'UE vers le gaz, les États-Unis mènent une guerre sans pitié contre leurs principaux concurrents. En janvier 2018, Rex Tillerson²⁰, United States Secretary of State et ancien Président d'ExxonMobil, avec le support de la Pologne s'opposent au gazoduc Nord Stream 2, qui doit acheminer du gaz russe à l'Europe, au motif que ce dernier sape la sécurité énergétique européenne.

²⁰ Rex Tillerson, dirigeant d'ExxonMobil, plus grande compagnie pétrolière au monde, a été au centre d'une controverse cocasse lorsqu'il a protesté en février 2014 contre la construction d'un château d'eau devant alimenter les puits d'extraction situés à proximité de son ranch texan, alors que sa société mène « une campagne pour convaincre que l'extraction du gaz de schiste ne pouvait avoir que des retombées positives pour les communautés locales ». Aux États-Unis, ce comportement est appelé NIMBYisme pour « not in my back yard ».

En 2018, la quantité de gaz américain produit augmente drastiquement ce qui vient à saturer le marché domestique. Le prix du gaz devient alors non compétitif ce qui entraîne le torchage²¹ de 11 millions de m³ par jour, rien qu'au Texas²². La même année, les États-Unis produisent 21,5% du gaz naturel du monde. Ils sont suivis par la Russie avec 17,3%, l'Iran avec 6,2%, le Canada avec 4,8% et le Qatar avec 4,5%.

Durant la même année, les employés de l'USEPA rapportent au grand public, leurs difficultés à mener à bien leurs activités d'études et de reportings sur le fracking, tant les pressions du gouvernement Fédéral et celles des lobbies pro-gaz sont intenses. Ils font état de la censure exercée par le gouvernement sur leurs rapports environnementaux.

CLASSEMENT DES ÉTATS DU MONDE PAR PRODUCTION DE GAZ NATUREL (EN MILLIARDS DE MÈTRES CUBES)							
Source : "Natural Gas - Production", BP Statistical Review of World Energy.							
RANG	ÉTAT OU TERRITOIRE	PRODUCTION DE GAZ NATUREL (Gm ³)					
		1970	1980	1990	2000	2010	2018
1	États-Unis	571,5	525,1	483,4	518,6	575,2	831,8
2	Russie	-	-	599,6	537,1	598,4	669,5
3	Iran	3,5	4,5	24,7	56,3	143,9	239,5
4	Canada	54,0	71,2	103,4	176,3	149,6	184,7
5	Qatar	1,0	4,9	6,5	25,8	123,1	175,5
6	Chine	2,9	14,4	15,4	27,4	96,5	161,5
7	Australie	1,7	11,1	20,6	31,2	54,0	130,1
8	Norvège	-	24,9	25,3	49,3	106,4	120,6
9	Arabie saoudite	1,5	9,2	31,8	47,3	83,3	112,1
10	Algérie	2,4	15,4	51,7	91,9	77,4	92,3
11	Indonésie	1,3	18,8	44,5	70,7	87,0	73,2
12	Malaisie	-	2,6	18,0	49,7	65,8	72,5
13	Émirats arabes unis	0,8	7,3	19,6	37,4	50,0	64,7
14	Turkménistan	-	-	79,2	42,4	40,1	61,5
15	Égypte	0,1	2,1	7,8	20,2	59,0	58,6
16	Ouzbékistan	-	-	36,8	50,9	57,1	56,6
17	Nigeria	0,1	1,6	3,8	11,2	30,9	49,2
18	Royaume-Uni	10,9	36,4	47,6	113,5	57,9	40,6
19	Argentine	5,9	8,2	17,3	36,4	39,0	39,4
20	Thaïlande	-	-	6,7	20,9	37,5	37,7

Production faible  Production élevée

Source : <https://atlasocio.com/classements/economie/ressources-naturelles/classement-etats-par-production-gaz-naturel-monde.php>

A compter de décembre 2018, Alexandria Villaseñor, inspirée par le mouvement de protestation écologiste de Greta Thunberg²³, s'installe tous les vendredis sur un banc face à l'entrée des visiteurs du siège des Nations Unies à New York. Elle est toujours accompagnée de ses deux pancartes : « Écoles en grève pour le climat » et « La COP24 nous a bernés ». Le

²¹ Le méthane est brûlé et forme une torche.

²² A titre d'information, au troisième trimestre 2019, le gaz gaspillé de cette seule région double presque pour atteindre 21 millions de m³ par jour, soit un volume répondant à l'ensemble des besoins résidentiels de l'État.

²³ https://twitter.com/GretaThunberg?ref_src=twsrc%5Egoogle%7Ctwcamp%5Eserp%7Ctwgr%5Eauthor

même mois, ce sont plus de 20 000 étudiants qui participent à des grèves similaires dans au moins 270 villes de plusieurs pays.

En janvier 2019, les démocrates avec à leur tête Nancy Pelosi obtiennent la majorité à la Chambre des représentants. Ils mettent en place un Comité spécial sur la crise climatique dans le contexte d'une administration Trump réputée pour être impliquée dans le déni du changement climatique.

En mars, Le groupe international de coordination du mouvement des grèves des jeunes pour le climat de Greta Thunberg publie une lettre ouverte appelant à manifester le 15 mars 2019. Le même mois 12 000 scientifiques d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse publient une déclaration pour soutenir le mouvement des grèves scolaires pour le climat. Ces grèves scolaires ont lieu dans de nombreux pays. Le [site internet Fridaysforfuture.org](http://site.internet.Fridaysforfuture.org) recense 2 052 événements dans 123 pays.

En mai, Washington devient le 4ème et dernier État à bannir le fracking. Le même mois, La mobilisation des mouvements de grèves des jeunes pour le climat de Greta Thunberg est plus forte que la précédente et des événements sont organisés dans 1 600 villes dans 125 pays. Quelques mois plus tard, le Guardian, journal britannique de gauche, publie un texte de Greta Thunberg et de 46 jeunes militants, qui est un appel aux adultes pour une grève mondiale la semaine du 20 septembre. L'ONG internationale 350.org recense alors 5 800 actions dans 163 pays. 73 syndicats, 820 associations de la société civile et 3 024 entreprises contribuent à cette mobilisation. Certaines écoles et universités comme à New York autoriseront les élèves à faire grève s'ils ont l'accord de leurs parents. Le mouvement prend de l'ampleur avec des grèves internationales à répétition jusqu'à la fin de l'année.

En 2019, avec la surproduction de gaz, et malgré la réduction des flux de trésorerie négatifs à leurs plus bas niveaux de la décennie, seules 12 des 34 principaux exploitants de gaz de schiste ont réussi à déclarer des flux de trésorerie disponibles positifs. Le miracle du gaz de schiste américain commence à se fissurer et à montrer son vrai visage comme présenté ci-dessous. Les entreprises du secteur totalisent 106 milliards de dollars de dette fin 2019 ce qui laisse augurer la possibilité de nombreuses faillites. Malgré une augmentation de leur production, le revenu de ces entreprises a chuté de 5,6 milliards de dollars en un an et leurs pertes nettes est de 6,7 milliards de dollars. Ces résultats décevants font que le secteur du pétrole et du gaz de schiste est considéré comme un secteur spéculatif à haut risque par les investisseurs. Ainsi, l'indice du secteur énergétique du Standard & Poors sous-performe depuis dix ans l'indice de référence S&P 500.

La même année, la fusion de deux poids lourds de l'industrie du schiste est actée. Le rachat de l'entreprise américaine Anadarko par sa compatriote et concurrente Occidental Petroleum marque un point nodal de la consolidation du secteur. La même année, 42 entreprises fusionnent dont 23 au Texas sur le bassin de pétrole et de gaz « Permien ».

Pour parachever cette crise structurelle, 2019 marque également le point de bascule d'une prise de conscience internationale du changement climatique.

Le storytelling passé du lobby pro-gaz a plus de mal à être crédible auprès d'une société civile mieux informée à cause d'événements climatiques désastreux de plus en plus fréquents, notamment aux États-Unis. L'effet Greta Thunberg et le compte rendu alarmant du « [Special Report on Global Warming of 1.5 °C](#) » publié par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) contribuent également fortement à influencer les populations. Le

secrétaire général de l'OPEP reconnaît le mouvement de grève des écoles comme la plus grande menace à laquelle est confrontée l'industrie des combustibles fossiles.

Selon [Christiana Figueres](#), ancienne secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, une fois qu'environ 3,5% de la population commence à participer à des manifestations non violentes, elles réussissent toujours à déclencher un changement politique, le succès des vendredis pour le mouvement futur de Greta Thunberg suggérant qu'atteindre ce seuil peut être obtenu. Une conséquence de ce changement d'opinion général est que le Cato Institute²⁴, think-tank pro-gaz de schiste, ferme son centre de publication climato-sceptique la même année.

Du début de la crise de la Covid 19 à la fin du mandat de Donald Trump en janvier 2021

A compter de fin 2019, la crise du coronavirus et le ralentissement économique brutal et planétaire entraînent en l'espace de quelques semaines un effondrement généralisé de la demande de pétrole. En mars 2020, en réaction à la situation de quarantaine causée par la Covid-19 aux États-Unis, comme dans d'autres pays, les grèves pour le climat de Greta Thunberg se numérisent avec les hashtags #DigitalStrike et #ClimateStrikeOnline. Des appels à publier des photos avec des pancartes sur les réseaux sociaux sont lancés comme notamment sur Instagram.

Un peu plus mis à mal par une nouvelle guerre des prix entre les grandes puissances productrices, le cours du baril de Brent, référence internationale, chute une première fois en mars 2020 sous la barre des 25 dollars, contre plus de 65 dollars au 1er janvier 2020. Le boom du schiste s'est accompagné d'une prise de risque financière hors-norme. L'extraction de ces hydrocarbures est si coûteuse en capital que les entreprises spécialisées dans la production de pétrole et de gaz de schiste ont dépensé au cours des dix dernières années 189 milliards de dollars de plus que ce qu'elles ont généré en vendant du pétrole et du gaz. C'est donc un secteur surendetté, dont tous les indicateurs sont déjà au rouge, et plus que tout autre, vulnérable à la baisse des cours du pétrole, qui entrent dans la tourmente en mars 2020. Le brut américain subit alors un revers particulièrement violent, et même un krach historique, en atteignant sous l'action des traders et spéculateurs un prix record négatif de -37 dollars. Les producteurs de pétrole et de gaz des principaux bassins extractifs des États-Unis affirment en moyenne avoir besoin d'un prix du pétrole WTI²⁵ entre 46 et 52 dollars pour forer un nouveau puits de manière rentable. Entre le 1er janvier 2015 et le 1er avril 2020, 215 entreprises du secteur du pétrole et du gaz de schiste font faillite.

Les États-Unis font tout pour éviter que leur industrie fossile ne sombre :

- La Réserve fédérale vole au secours des entreprises de pétrole et du gaz de schiste.
- L'administration Trump suspend les réglementations environnementales et sanitaires.
- Les banques commerciales peuvent décider de saisir et d'opérer elles-mêmes les actifs de leurs clients en faillite pour ne pas perdre les milliards de financements et d'investissements injectés depuis des années dans ce secteur sous perfusion.

[Oil Change International](#), ONG américaine anti-gaz, qui a pour finalité d'exposer les vrais coûts des combustibles fossiles, estime que le gouvernement :

- devrait mieux contrôler et ne pas financer les compagnies du secteur des énergies fossiles,

²⁴ Est un think tank libertarien américain basé à Washington et créé initialement sous le nom de Charles Koch Foundation en 1974.

²⁵ West Texas Intermediate.

- devrait éviter que les managers de ces compagnies puissent toucher des primes exceptionnelles grâce aux subventions publiques,
- et devrait assurer la sortie du pays de l'usage des énergies fossiles.

En avril 2020, le nombre d'institutions souhaitant se désinvestir des énergies fossiles passe à 1 192 ce qui correspond à une capitalisation totale de 14,14 trillion de dollars.

En mai, le rapport « [la place financière de Paris au fond du puits](#) » des ONG anti-gaz françaises, les [amis de la terre France](#) et Reclaim Finance²⁶ dénoncent les projets de financements de pétrole et de gaz de schiste américains par la place de Paris. Ceci marque une nouvelle étape de l'internationalisation du conflit informationnel par les lobbies anti-gaz qui cherchent à couper les sources de financement des entreprises américaines de pétrole et de gaz de schiste. Dans ce rapport, ils estiment que toute nouvelle production d'énergies fossiles à partir de nouveaux puits est strictement incompatible avec une « trajectoire 1,5° C » définie par l'accord de Paris. Alors que la majeure partie des plans de développement se situe dans les bassins de gaz et de pétrole de schiste nord-américains, les 75 entreprises du secteur énergétique détiennent à elles seules les clés de l'avenir de la planète. Tout acteur financier engagé à contribuer à l'atteinte des objectifs internationaux adoptés à Paris en 2015 devrait automatiquement exclure ces entreprises de tous services financiers ou à minima conditionner tout nouveau soutien à leur engagement à ne plus développer de nouveaux projets et à fermer des infrastructures existantes.

Le rapport dénonce le fait que la France importe ainsi depuis l'automne 2018 du GNL des États-Unis et en a même été en 2019 le second plus gros importateur d'Europe. Il estime que 10 investisseurs français concentrent à eux seuls 96 % des investissements français dans ces entreprises et cite les 6 plus gros investisseurs : BPCE, Crédit Agricole, BNP Paribas, AXA, Société Générale et Rothschild & Co.

Le rapport insiste sur la mise en évidence que des fuites de méthane massives et largement sous-estimées dans les bassins de schiste nord-américains et sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement des produits pétroliers et gaziers. On parle ici des fuites qui ont inévitablement lieu sur les infrastructures gazières du puits à la centrale, mais aussi des émissions volontaires associées au torchage – flaring – ou à l'évacuation – venting – du gaz dans l'atmosphère ; Il rapporte que ces pratiques sont courantes lorsque le prix du gaz est inférieur à son coût d'extraction et de transport. Les producteurs préfèrent s'en débarrasser que de l'exploiter et de le vendre. Six ans de contre-expertises menées par plus de 140 spécialistes ont permis de conclure que le gouvernement américain sous-estime de 60 % les émissions de méthane issues de la chaîne d'approvisionnement du pétrole et du gaz aux États-Unis. La croissance de cette industrie serait ainsi largement responsable de la très forte augmentation de la concentration de méthane dans l'atmosphère constatée au cours de la dernière décennie.

Ce constat scientifique suffit à faire voler en éclat le mythe selon lequel investir aujourd'hui dans le gaz de schiste est un acte en faveur de la transition énergétique, mythe trop souvent repris à leur compte par les acteurs financiers.

²⁶ Reclaim Finance fondée en mars 2020 est une ONG et think tank français qui appartient à la fédération Friends of the Earth et agit sur l'ensemble du secteur financier : banques, assureurs, investisseurs, banques centrales, et agences de notation.

Le rapport présente les investissements du secteur financier français aux États-Unis. Avec une politique du name and shame²⁷ des entreprises du secteur financier de la place parisienne, les ONG, les Amis de la Terre France et Reclaim Finance appellent le gouvernement français à adopter une politique cohérente et de zéro tolérance vis-à-vis du pétrole et du gaz de schiste américain, appliquée à la finance publique ou privée. En agissant ainsi, les ONG tentent d'influencer directement les opérateurs financiers et le gouvernement français.

2020 est l'année de la campagne présidentielle américaine. Côté démocrate, Joe Biden remporte l'investiture. Bien qu'il n'abonde pas au Green New Deal²⁸ (GND) porté par de nombreuses ONG et par la jeune représentante démocrate Alexandria Ocasio-Cortez depuis 2018, il estime que le cadre du GND est indispensable et propose le [Build Back Better Plan](#) qui comprend un volet environnemental conséquent basé sur les énergies renouvelables. Il prévoit également que les États-Unis reviennent à l'accord de Paris.

Afin de peser dans la campagne électorale, le lobby des énergies fossiles publie le rapport « [what if...hydraulic fracturing was banned](#) » par les Chambres de Commerce américaines. Ce rapport précise que si le fracking est interdit par le futur Président, les conséquences négatives seront :

- La disparition de 19 millions d'emplois jusqu'en 2025.
- Le doublement du prix de l'essence à la pompe en 2025.
- Le triplement du prix du gaz en 2025.
- Le quadruplement du prix de l'électricité pour les particuliers en 2025.
- L'augmentation du coût de la vie de 5 600 dollars par personne et par an.
- La perte de 1,9 trillion de dollars pour les revenus issus des taxes jusqu'en 2025.
- La perte de 7,1 trillions de dollars de PIB jusqu'en 2025.
- Des pertes dévastatrices pour les Etats pétroliers et gaziers de l'Ohio, Pennsylvanie, Colorado, Texas, Nouveau Mexique, Michigan et Wisconsin.
- Une augmentation des importations d'hydrocarbures et une réduction de la sécurité énergétique du pays. Ceci profiterait aux compétiteurs géopolitiques des États-Unis que sont la Russie et les membres du cartel de l'OPEP.

Ce rapport dont les chiffres sont exagérément effrayants rappelle les vieilles antiennes utilisées à l'époque du National Energy Policy Development Group de Dick Cheney en 2001. Il tente de faire peur aux électeurs en communiquant sur le fait que le fracking serait interdit en cas de victoire démocrate. Mais Joe Biden n'a jamais établi dans son projet Build Back Better, qu'il interdirait le fracking. Avec la prise de conscience du changement climatique et les effets dévastateurs des inondations, des ouragans et autres feux de forêts massifs et récurrents aux États-Unis, les électeurs républicains commencent à devenir moins sceptiques sur la réalité du réchauffement climatique. Le changement est malgré tout faible car l'encrage idéologique des républicains (en rouge) est traditionnellement climato-sceptique comme présenté dans le tableau ci-dessous. La différence de perception entre les républicains et les démocrates (en bleu) s'est accentuée à compter de 2015, année de la signature de l'accord de Paris.

Malgré un support financier substantiel des lobbies pétroliers et gaziers, Donald Trump perd les élections présidentielles de 2020.

²⁷ Désigne le fait de « déclarer publiquement qu'une personne, un groupe ou une entreprise agit de manière fautive ».

²⁸ Ce plan plaide pour que les États-Unis passent d'ici 2030 à un réseau électrique fonctionnant à 100 % grâce aux énergies renouvelables, pour ainsi mettre fin à l'utilisation des combustibles fossiles.

Présidence de Joe Biden, à compter de janvier 2021

En décembre 2020, avant l'arrivée de Joe Biden au pouvoir, la FED, banque centrale américaine rejoint le Network for Greening the Financial System (NGFS), réseau désormais composé d'une centaine de banques centrales. Les États-Unis, par ce geste symbolique fort, renouent avec leur volonté de contribuer à une harmonisation internationale des pratiques financières visant à influencer la transition énergétique vers une énergie plus verte.

Joe Biden signe plusieurs ordres exécutifs le jour de son investiture le 20 janvier 2021 mettant fin à la politique environnementale de l'ère Trump. Ainsi, les États-Unis rejoignent l'accord de Paris.

Il met également en place des lois visant à :

- réduire le changement climatique,
- remettre en place une taxe carbone lorsque les lois sont votées,
- prendre des mesures pour atteindre la neutralité carbone,
- à demander aux agences gouvernementales de réécrire plus de 100 réglementations anti-environnementales établies sous Trump,
- améliorer le bon fonctionnement de l'U.S Environmental Protection Agency (USEPA), afin qu'elle tienne compte de l'ensemble des émissions polluantes liées au fracking et non au CO2 seul, comme voulu par la précédente administration,
- interdire le fracking et la pollution des eaux sur les terres du gouvernement Fédéral ;
- investir dans la recherche et développement pour les énergies renouvelables,
- diminuer les subventions pour les énergies fossiles en les remplaçant par des primes au financement d'énergies renouvelables,
- protéger la vie sauvage dont les migrations d'oiseaux et la replantation de forêts,
- développer des transports bas carbone.

Consécutivement à ces nouvelles mesures gouvernementales, l'API, lobby pro-gaz, abonde dans le sens des démocrates et lance en mars 2021, le Climate Action Framework. Ce plan soutient l'accord de Paris et pour la première fois tient compte des nouvelles politiques environnementales notamment en matière de fixation des prix du carbone. L'API estime que son plan est solide et sérieux malgré le manque de détails. Cependant, la sincérité du lobby pro-gaz est mise en doute lorsqu'en début d'année un lobbyiste d'ExxonMobil est filmé discrètement par Greenpeace.

Dans ce document, le lobbyiste prétend qu'une taxe carbone est impossible à mettre en œuvre et que le soutien à la mesure gouvernementale est un stratagème de relations publiques destiné à bloquer des mesures plus sérieuses. Il présente également l'API comme étant le bouc-émissaire de l'industrie fossile pour éloigner les critiques publiques et politiques des entreprises privées.

D'autre part, depuis la prise de pouvoir démocrate à la présidence et au Congrès, l'API et l'American Gas Association (AGA) inondent Facebook de centaines d'annonces ciblées s'opposant aux initiatives climatiques clés prévues dans le cadre du Build Back Better Plan de 3 500 milliards de dollars. Les données publicitaires analysées par InfluenceMap²⁹, think tank anti-gaz montrent que depuis le 11 août 2021, date à laquelle le Sénat américain adopte la

²⁹ InfluenceMap, est un think tank créé en 2015, basé à Londres et financé notamment par des fonds européens, qui émet un système de notation des entreprises vis-à-vis des engagements de l'accord de Paris. Il donne ainsi au secteur financier un outil d'aide à la décision quant aux risques financiers des entreprises concernées et influence ces mêmes entreprises ainsi que les pays à respecter les objectifs environnementaux.

résolution budgétaire, l'API a dépensé 423 000 dollars en publicités Facebook qui ont été vues 21 millions de fois.

Depuis 2020, une nouvelle tendance voit le jour. Les États fédéraux et les villes attaquent en justice les lobbies pro-gaz. Ainsi, l'API fait face à un nombre croissant de poursuites judiciaires, dirigées par l'État du Minnesota, alléguant que le lobby est au cœur d'une « campagne de désinformation » depuis plusieurs décennies afin de nier la menace des combustibles fossiles et de protéger les intérêts des sociétés pétrolières et gazières. L'API est poursuivie car elle a été membre d'au moins cinq organisations qui ont promu la désinformation sur les produits fossiles auprès des consommateurs.

Les actions en justice allèguent que l'API a financé des scientifiques connus pour nier ou minimiser le changement climatique. L'API a donné des millions de dollars à des organisations prétendument indépendantes, telles que le Cato Institute et le George C Marshall Institute, qui ont nié ou minimisé la crise environnementale croissante.

La ville d'Hoboken dans le New Jersey poursuit également l'API, affirmant que le lobby s'est engagé dans un complot qu'il a financé et pour lequel des groupes « faux-nez » ont mené des campagnes de publicité et de communication trompeuses promouvant la désinformation sur les gaz de schiste et le déni climatique.

Depuis début 2021, l'industrie pétrolière et gazière a dépensé 15 millions de dollars en lobbying afin de défendre les subventions gouvernementales dont elle dépend et de lutter contre les efforts pour résoudre la crise climatique. Les majors comme Chevron et ExxonMobil, ainsi que des poids lourds renfloués par l'argent public comme Occidental, ConocoPhillips, Phillips 66 et Marathon Petroleum ont employé des dizaines de lobbyistes afin d'influencer les décisions du Congrès, des agences fédérales et de la Maison Blanche.

Les plus grandes sociétés pétrolières et gazières dépensent en moyenne 115 millions de dollars par an pour faire pression contre les solutions climatiques et les investissements dans les énergies renouvelables. Les dépenses annuelles de l'ensemble du secteur des combustibles fossiles sur ces questions dépassent un demi-milliard de dollars, selon un rapport de 2016 d'[InfluenceMap](#). InfluenceMap, en plus d'analyser les obstructions de l'industrie fossile aux réglementations climatiques, classe les 100 premières entreprises du monde : dans le haut du tableau, les entreprises avec la note A, sont les plus progressistes dans leur soutien à la politique sur le changement climatique, tandis que celles du bas sont les plus obstructives. Sans surprise, les compagnies pétrolières obtiennent des F et des E. Seule Royal Dutch Shell est classée D.

Le think tank international agit comme une agence de notation environnementale, ce que les trois agences américaines³⁰ de notations financières ne font pas.

En mars 2021, Le Président américain propose d'investir quelque 2 000 milliards de dollars dans les infrastructures, avec l'objectif affiché de créer des "millions d'emplois", tenir tête à la Chine et lutter contre le changement climatique avec une neutralité carbone du pays d'ici à 2050.

Le même mois, ActionAid et Bretton Woods Project, deux ONG américaines environnementalistes, sortent un rapport sur le [Fonds monétaire international](#) (FMI). Ce dernier déplore les incohérences et les manques dans les conseils donnés par le FMI à ses pays membres en termes de politique économique à conduire sur le plan de la lutte contre le réchauffement climatique et la transition vers une économie plus verte. En conséquence, le FMI s'engage pleinement dans la lutte contre le réchauffement climatique comme il le

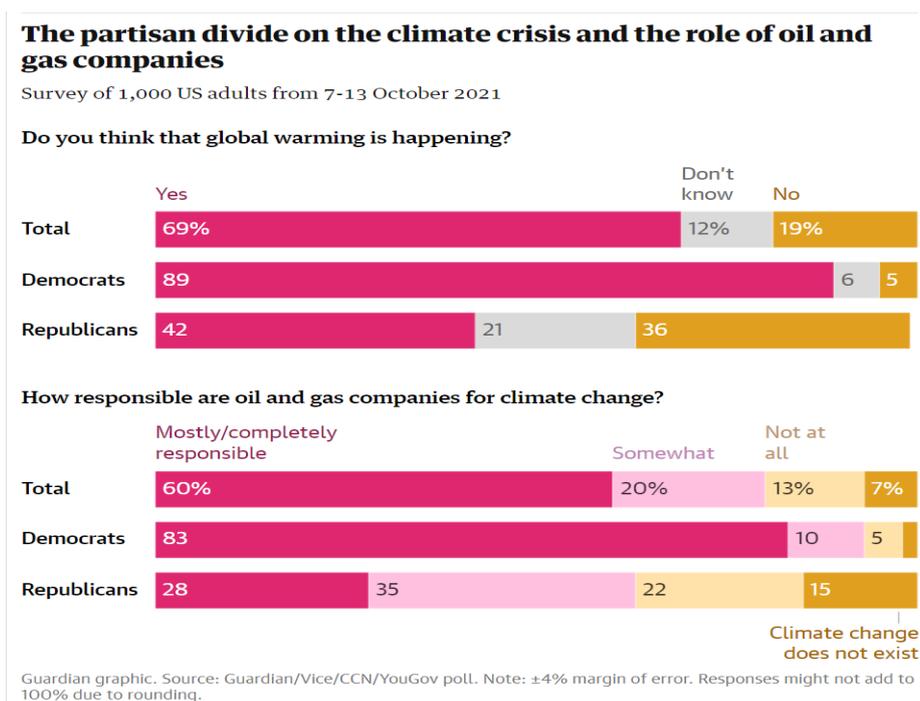
³⁰ Standard & Poor's, Fitch et Moody's.

présente sur son site web et participe notamment à la [COP26 de Glasgow](#) en octobre. Durant cette COP, la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique³¹ rassemble des décideurs budgétaires et économiques de plus de 50 pays pour diriger la réponse climatique mondiale et assurer une transition juste vers un développement résilient à faible émission de carbone.

BANK OF INTER SETTLEMENT

En avril, [l'OCDE](#) s'inquiète de la recrudescence du financement des énergies fossiles en 2020 notamment en Amérique du Nord. En juin, 1 300 institutions ont désinvesti 14.6 trillions de dollars des énergies fossiles, comme présenté ci-dessous. En octobre, avec les effets de la COP26 de Glasgow, un total de 1 485 institutions internationales représentant 39,2 trillions de dollars de capitalisation ont commencé, ou s'engagent, à se désinvestir des énergies fossiles. Ce chiffre est plus grand que les PIB cumulés de la Chine et des États-Unis.

Avec la reprise économique de 2021, et la subséquente augmentation importante des prix du pétrole et du gaz, Joe Biden est pris en tenailles entre et la réalité de terrain. Cette situation rappelle celle de l'administration Obama. Cependant, les décisions de l'administration démocrate devront désormais être prises à la lumière des statistiques ci-dessous, où 60% des Américains estiment désormais que l'industrie du pétrole et du gaz sont principalement responsables du réchauffement climatique.



Les actions combinées des démocrates, d'influenceMap, du NGFS, de la FED et des ONG tel que Americans against fracking, influenceront dans les mois à venir les décisions à long terme que les États-Unis prendront en matière de souveraineté énergétique. Selon le plan du Président Biden, le nouvel ordre énergétique mondial doit pivoter de l'OPEP et de la Russie, vers les États-Unis.

³¹ Cette coalition est créée en 2019 avec le soutien du FMI et de la Banque Mondiale.